

DIARIO OFFICIAL

REPUBLICA FEDERAL

ORDEM E PROGRESSO

ANNO XXXI—4.ª DA REPUBLICA — N 278

CAPITAL FEDERAL

QUARTA-FEIRA, 12 DE OUTUBRO DE 1892

Amanhã não será publicado o «Diário Oficial».

SUMMARIO

ACTOS DO PODER EXECUTIVO:

Union Postale Universelle.

Decretos de 30 de setembro, 3, 7 e 10 do corrente (Ministerios da Justiça, Guerra, Agricultura e Instrução Publica.)

SECRETARIAS DE EST. DO:

EXPEDIENTE do Ministerio do Interior dos dias 7 a 11 do corrente.

EXPEDIENTE do Ministerio da Justiça do dia 10 e actos de 11 do corrente.

EXPEDIENTE do Ministerio da Fazenda do dia 7 e actos de 11 do corrente.

EXPEDIENTE do Ministerio da Marinha e actos do dia 8 do corrente.

EXPEDIENTE do Ministerio da Guerra e actos do dia 10 do corrente.

EXPEDIENTE do Ministerio da Agricultura, Commercio e Obras Publicas dos dias 8 e 11 do corrente e actos de 13 de setembro e 7 e 10 do corrente.

EXPEDIENTE do Ministerio da Instrução Publica, Correios e Telegraphos, actos de 7 do corrente

INTENDENCIA MUNICIPAL.

RENDAS PUBLICAS—Alfandega da Capital Federal—Recebedoria—Mesa de tendas do estado do Rio.

NOTICIARIO.

EDITAES E AVISOS.

PARTE COMMERCIAL.

SOCIEDADES ANONYMAS.

ANNUNCIOS DIVEROS.

ACTOS DO PODER EXECUTIVO

Union Postale Universelle

(Continuado do n. 277)

VIII

CONVENTION CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX

Conclue entre l'Allemagne, la République Argentine, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, la République de Colombie, la République de Costa-Rica, le Danemark et les colonies danoises, l'Égypte, l'Espagne, la France et les colonies françaises, la Grèce, l'Italie, la République de Libéria, le Luxembourg, le Monténégro, la Norvège, le Paraguay, les Pays Bas et les colonies néerlandaises, le Portugal et les colonies portugaises, la Roumanie, le Salvador, la Serbie, le Royaume de Siam, la Suède, la Suisse, la Régence de Tunis, la Turquie, l'Uruguay et les Etats-Unis de Venezuela

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements ci-dessus énumérés, vu le article 19 de la Convention principale, ont, d'un com-

mun accord et sous réserve de ratification, arrêté la Convention suivante:

ARTICLE PREMIER

1.—Il peut être expédié, sous la dénomination de colis postaux, de l'un des pays mentionnés ci-dessus pour un autre de ces pays, des colis avec ou sans valeur déclarée jusqu'à concurrence de 5 kilogrammes. Les colis peuvent être gravés de remboursement.

Par exception, il est loisible à chaque pays:

a) de limiter à 3 kilogrammes le poids des colis à admettre dans son service;

b) de ne pas se charger des colis avec déclaration de valeur, des colis gravés de remboursement, ni des colis encombrants.

Chaque pays fixe, en ce qui le concerne, la limite supérieure de déclaration de valeur et du remboursement, laquelle ne peut, en aucun cas, descendre au-dessus de 500 francs.

Dans les relations entre deux ou plusieurs pays qui ont adopté des maxima différents, c'est la limite la plus basse qui doit être réciproquement observée.

2.—Le Règlement d'exécution détermine les autres conditions auxquelles les colis sont admis au transport, et définit notamment les colis qui doivent être considérés comme encombrants.

ARTICLE 2

1.—La liberté du transit est garantie sur le territoire de chacun des pays adhérents, et la responsabilité des Offices qui participent au transport est engagée dans les limites déterminées par l'article 13 ci-après.

2.—A moins d'arrangement contraire entre les Offices intéressés, la transmission des colis postaux échangés entre pays non limitrophes s'opère à découvert.

ARTICLE 3

1.—L'Administration d'un pays d'origine est redevable, envers chacune des Administrations participant au transit territorial, d'un droit de 50 centimes par colis.

2.—En outre, s'il y a un ou plusieurs transperis maritimes, l'Administration du pays d'origine doit à chacun des Offices dont les services participent au transport maritime un droit dont le taux est fixé, par colis, savoir:

à 25 centimes, pour tout parcours n'excédant pas 500 milles marins;

à 50 centimes, pour tout parcours supérieur à 500 milles marins, mais n'excédant pas 1.000 milles marins;

à 1 franc, pour tout parcours supérieur à 1.000 milles marins, mais n'excédant pas 3.000 milles marins;

à 2 francs, pour tout parcours supérieur à 3.000 milles marins, mais n'excédant pas 6.000 marins;

à 3 francs, pour tout parcours supérieur à 6.000 milles marins.

Ces parcours sont calculés, le cas échéant, d'après la distance moyenne entre les ports respectifs des deux pays correspondants.

3.—Pour les colis encombrants, les bonifications fixées par les paragraphes 1 et 2 précédents sont augmentées de 50 %.

4.—Indépendamment de ces frais de transit, l'Administration du pays d'origine est redevable, à titre de droit d'assurance par les colis avec valeur déclarée, envers chacune des Administrations participant au transit territorial ou maritime avec responsabilité, d'un droit proportionnel égal à celui perçu pour les lettres avec valeur déclarée.

ARTICLE 4

L'affranchissement des colis postaux est obligatoire.

ARTICLE 5

1.—Le taxe des colis postaux se compose d'un droit comprenant, pour chaque colis, autant de fois 50 centimes, ou l'équivalent dans la monnaie respective de chaque pays, qu'il y a d'Offices participant au transport territorial, avec addition, s'il y a lieu, du droit maritime prévu par le § 2 de l'article 3 précédent et des taxes et droits mentionnés dans les paragraphes ci-après. Des équivalents sont fixés par le Règlement d'exécution.

2.—Les colis encombrants sont soumis à une taxe additionnelle de 50 % qui est arrondie, s'il y a lieu, par 5 centimes.

3.—Pour les colis avec valeur déclarée, il est ajouté un droit d'assurance égal à celui qui est perçu pour les lettres avec valeur déclarée.

4.—Il est perçu, sur l'expéditeur d'un colis gravé de remboursement, une taxe spéciale qui ne peut pas dépasser 20 centimes par fraction indivisible de 20 francs du montant de remboursement.

L'Office de origine bonifie à l'Office de destination un demi pour cent du montant de chaque remboursement, en forçant des fractions de demi-décime (5 centimes) au demi-décime entier. La quote-part de l'Office destinataire ne doit jamais être inférieure à 10 centimes par remboursement.

5.—Comme mesure de transition, chacun des pays contractants a la faculté d'appliquer aux colis postaux provenant ou à destination de ses bureaux une surtaxe de 25 centimes par colis.

Exceptionnellement, cette surtaxe peut être élevée à 75 centimes au maximum pour la République Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, les colonies néerlandaises, le Paraguay, la Perse, Salvador, Siam, la Suède, la Turquie d'Asie, l'Uruguay et le Venezuela.

6.—Le transport entre la France continentale, d'une part, l'Algérie et la Corse, de l'autre, donne également lieu à une surtaxe de 25 centimes par colis.

7.—L'envoyeur d'un colis postal peut obtenir un avis de réception de cet objet, en payant d'avance un droit fixe de 25 centimes, au maximum. Ce droit est acquis en entier à l'Administration du pays d'origine.

ARTICLE 6

L'Office expéditeur bonifie pour chaque colis:

a) à l'office destinataire, 50 centimes, avec addition, s'il y a lieu, des surtaxes prévues aux paragraphes 2, 5 et 6 de l'article 5 précédent; de la quote-part du droit de remboursement fixée au paragraphe 4 de cet article et d'un droit de 5 centimes pour chaque somme de 300 francs ou fraction de 300 francs de valeur déclarée;

b) éventuellement, à chaque Office intermédiaire, les droits fixés par l'article 3.

ARTICLE 7

Il est loisible au pays de destination de percevoir, pour le factage et pour l'accomplissement des formalités en douane, un droit dont le montant total ne peut pas excéder 25 centimes par colis. Sauf arrangement contraire entre les Offices intéressés, cette taxe est perçue du destinataire au moment de la livraison du colis.

ARTICLE 8

1. — Les colis sont, à la demande des expéditeurs, remis à domicile par un porteur spécial immédiatement après leur arrivée, dans les pays de l'Union dont des Administrations conviennent de se charger de ce service dans leurs relations réciproques.

Ces envois, qui sont qualifiés „express”, sont soumis à une taxe spéciale ; cette taxe est fixée à 59 centimes et doit être entièrement acquittée d'avance par l'expéditeur, en sus du port ordinaire, que le colis puisse, ou non, être remis en destination ou seulement signalé par express dans le pays de destination. Elle fait partie des bonifications dévolues à ce pays.

2. — Lorsque le colis est destiné à une localité dépourvue de bureau de poste, l'Office destinataire peut percevoir, pour la remise du colis ou pour l'avis invitant le destinataire à venir le retirer, une taxe supplémentaire pouvant s'élever jusqu'à concurrence du prix fixé pour la remise par express dans son service intérieur, déduction faite de la taxe fixe payée par l'expéditeur ou de son équivalent dans la monnaie du pays que perçoit cette taxe supplémentaire.

3. — La remise ou l'envoi d'un avis d'invitation au destinataire n'est essayé qu'une seule fois. Après un essai infructueux, le colis cesse d'être considéré comme express et sa remise s'effectue dans les conditions requises pour les colis ordinaires.

4. — Si un colis de l'espèce est, par suite de changement de domicile du destinataire, réexpédié à un autre pays sans que la remise par express ait été tentée, la taxe fixe payée par l'expéditeur est bonifiée au nouveau pays de destination, si celui-ci a consenti à se charger de la remise par express ; dans le cas contraire, cette taxe reste acquise à l'Office du pays de la première destination, de même qu'en ce qui concerne les colis tombés en rebut.

ARTICLE 9.

1. — Les colis auxquels s'applique la présente Convention ne peuvent être frappés d'aucun droit postal autre que ceux prévus par les articles 3, 5 et 7 précédents et par l'article 11 ci-après.

2. — Les droits de douane doivent être acquittés par les destinataires des colis. Toutefois, dans les relations entre Offices qui se sont mis d'accord à cet égard, les expéditeurs peuvent prendre à leur charge les droits dont il s'agit, moyennant déclaration préalable au bureau de départ. Dans ce cas, ils doivent payer successivement, sur la demande qu'en fera le bureau de destination, les sommes indiquées par ce dernier.

ARTICLE 10.

1. — L'expéditeur d'un colis postal peut le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse aux conditions et sous les réserves déterminées pour les correspondances par l'article 9 de la Convention principale avec cette addition que, si l'expéditeur demande le renvoi ou la réexpédition d'un colis, il est tenu à garantir d'avance le paiement du port dû pour la nouvelle transmission.

2. — Chaque Administration est autorisée à restreindre le droit de modification d'adresse aux colis dont la déclaration de valeur ne dépasse pas 500 francs.

ARTICLE 11.

1. — La réexpédition d'un pays sur un autre de colis postaux, par suite de changement de résidence des destinataires, ainsi que le renvoi des colis postaux tombés en rebut, donne lieu à la perception supplémentaire des taxes fixées par les §§ 1, 2, 3, 5 et 6 de l'article 5, à la charge des destinataires ou, le cas échéant, des expéditeurs, sans préjudice du remboursement des droits de douane ou autres frais spéciaux (frais de magasinage, frais de formalités en douane, etc.).

2. — En cas de réexpédition d'un colis breveté de remboursement, à bonifier par l'Office d'origine à l'Office de la première destination, doit être attribuée par ledit Office à celui de la destination définitive.

ARTICLE 12

1. — Il est interdit d'expédier par la voie de la poste des colis contenant, soit des lettres ou des notes ayant le caractère de correspondance, soit des objets dont l'admission n'est pas autorisée par les lois ou règlements de douane ou autres. Il est également interdit d'expédier des espèces monnayées, des matières d'or et d'argent et autres objets précieux, dans les colis sans valeur déclarée à destination des pays qui admettent la déclaration de valeur. Toutefois, il est permis d'insérer dans l'envoi la facture ouverte réduite aux énonciations constitutives de la facture.

2. — Dans le cas où un colis tombant sous l'une de ces prohibitions est livré par l'une des Administrations de l'Union à une autre Administration de l'Union, celle-ci procède de la manière et dans les formes prévues par sa législation et par ses règlements intérieurs.

ARTICLE 13

1. — Sauf le cas de force majeure, lorsqu'un colis postal a été perdu, spolié ou avarié, l'expéditeur et, à défaut ou sur la demande de celui-ci, le destinataire a droit à une indemnité correspondant au moment réel de la perte ou de l'avarie, sans toutefois que cette indemnité puisse dépasser, pour les colis ordinaires, 15 francs ou 25 francs suivant que leur poids n'excède pas ou excède trois kilogrammes, et pour les colis avec valeur déclarée, le montant de cette valeur.

L'expéditeur d'un colis perdu a, en outre, droit à la restitution des frais d'expédition.

2. — Les pays disposés à se charger des risques pouvant dériver du cas de force majeure sont autorisés à prélever, de ce chef, sur les colis avec valeur déclarée, une surtaxe dans les conditions déterminées par l'article 11, § 2, de l'Arrangement concernant l'échange des lettres et boîtes de valeur déclarée.

3. — L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'Administration dont relève le bureau expéditeur. Est réservé à cette Administration le recours contre l'Administration responsable, c'est-à-dire contre l'Administration sur le territoire ou dans le service de laquelle la perte, spoliation ou avarie a eu lieu.

Dans le cas où l'Office responsable aurait notifié à l'Office expéditeur de ne point effectuer le paiement, il devrait rembourser à ce dernier Office les frais qui seraient la conséquence du non-paiement.

4. — Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'Administration qui, ayant reçu le colis sans faire d'observation, ne peut établir ni la délivrance au destinataire ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'Administration suivante.

5. — Le paiement de l'indemnité par l'Office expéditeur doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à partir du jour de la réclamation. L'Office responsable est tenu de rembourser sans retard, à l'Office expéditeur, le montant de l'indemnité payée par celui-ci.

6. — Il est entendu que la réclamation n'est admise que dans le délai d'un an à partir du dépôt du colis à la poste ; passé ce terme, le réclamant n'a droit à aucune indemnité.

7. — Si la perte ou l'avarie a eu lieu en cours de transport entre les bureaux d'échange de deux pays limitrophes, sans qu'il soit possible d'établir sur lequel des deux territoires le fait s'est accompli, les deux Administrations en cause supportent le dommage par moitié.

8. — Les Administrations cessent d'être responsables des colis postaux dont les ayants droit ont pris livraison.

ARTICLE 14

Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu d'un colis est interdite. En cas de déclaration frauduleuse de cette nature, l'expéditeur perd tout droit à une indemnité, sans préjudice des poursuites judiciaires que peut comporter la législation du pays d'origine.

ARTICLE 15

Chaque Administration peut, dans des circonstances extraordinaires qui sont de nature à justifier la mesure, suspendre temporairement le service des colis postaux d'une manière générale ou partielle, à la condition d'en donner immédiatement avis, au besoin par le télégraphe, à l'Administration ou aux Administrations intéressées.

ARTICLE 16

La législation intérieure de chacun des pays contractants demeure applicable en tout ce qui n'est pas prévu par les stipulations contenues dans la présente Convention.

ARTICLE 17.

1. — Les stipulations de la présente Convention ne portent pas restriction au droit des parties contractantes de maintenir et de conclure des conventions spéciales, ainsi que de maintenir et d'établir des unions plus restreintes, en vue de l'amélioration du service des colis postaux.

2. — Toutefois les Offices des pays participant à la présente Convention, qui entretiennent un échange de colis postaux avec des pays non contractants, admettent tous les autres Offices participants à profiter de ces relations pour l'échange des colis postaux avec ces derniers pays.

ARTICLE 18.

1. — Les pays de l'Union postale universelle qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande et dans la forme prescrite par l'article 24 de la Convention principale, en ce qui concerne les adhésions à l'Union postale universelle.

2. — Toutefois, si le pays qui désire adhérer à la présente Convention réclame la faculté de percevoir une surtaxe supérieure à 25 centimes par colis, le Gouvernement de la Confédération suisse soumet la demande d'adhésion à tous les pays contractants. Cette demande est considérée comme admise si, dans un délai de six mois, aucune objection n'a été présentée.

ARTICLE 19.

Les administrations des postes des pays contractants désignent les bureaux ou localités qu'elles admettent à l'échange international des colis postaux ; elles règlent le mode de transmission de ces colis et arrêtent toutes les autres mesures de détail et d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 20.

La présente convention est soumise aux conditions de révision déterminées par l'article 25 de la convention principale.

ARTICLE 21

1. — Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions prévues à l'article 25 de la convention principale, toute administration des postes d'un des pays contractants a le droit d'adresser aux autres administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant le service des colis postaux.

2. — Toute proposition est soumise au procédé déterminé au § 2 de l'article 26 de la convention principale.

3. — Pour devenir exécutoires, ces propositions doivent réunir, savoir :

a) l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouveaux articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 13, 14, 15, 20 et 22 de la présente convention ;

b) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions de la présente Convention autres que celles des articles précités et du présent article ;

c) la simple majorité absolue, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions de la présente Convention, sauf le cas de litige prévu à l'article 23 de la Convention principale.

4. — Les résolutions valables sont consacrées, dans les deux premiers cas, par une déclaration diplomatique, et dans le troisième cas,

par une déclaration administrative, selon la forme indiquée à l'article 26 de la Convention principale.

Tout modification ou résolution n'est exécutoire que deux mois au moins après sa notification.

ARTICLE 22

1.—La présente Convention sera mise à exécution le 1^{er} juillet 1892.

2.—Elle aura la même durée que la Convention principale, sans préjudice du droit laissé à chaque partie contractante de se retirer de cette Convention moyennant un avis donné, un an à l'avance, par son Gouvernement ou Gouvernement de la Confédération suisse.

3.—Sont abrogées, à partir du jour de la mise à exécution de la présente Convention, toutes les dispositions convenues antérieurement entre les divers pays contractants ou entre leurs Administrations, pour autant qu'elles ne seraient pas conciliables avec les termes de la présente Convention, et sans préjudice des droits réservés par les articles 16 et 17 précédents.

4.—La présente convention sera ratifiée aussitôt que faire se pourra. Les actes de ratification seront échangés à Vienne.

En foi de quoi les plénipotentiaires des pays ci-dessus énumérés ont signé la présente convention à Vienne le quatre juillet mil huit cent quatre-vingt-onze.

- | | |
|---|--|
| Pour l'Allemagne:
<i>Dr. V. Stephan.</i> | Pour la Belgique:
<i>Lichterfeld.</i> |
| <i>Sachse.</i> | |
| <i>Fritsch.</i> | Pour le Brésil:
<i>Luiz Belim Paes Lima.</i> |
| Pour la République Argentine
<i>Carlos Calvo.</i> | Pour la Bulgarie:
<i>P. M. Matheeff.</i> |
| Pour l'Autriche:
<i>Obentraut.</i> | Pour le Chili:
<i>Dr. Hofmann.</i> |
| <i>Dr. Lilienau.</i> | Pour la République de Colombie:
<i>Haberger.</i> |
| Pour la Hongrie:
<i>P. Heim.</i> | <i>G. Michelsen.</i> |
| <i>S. Schrimpf.</i> | Pour la République de Costa-Rica:
<i>Hofstede.</i> |
| Pour le Danemark et les colonies danoises:
<i>Lund.</i> | Pour les Pays-Bas:
<i>Baron van der Feltz.</i> |
| Pour l'Égypte:
<i>Y. Sabi.</i> | Pour les colonies néerlandaises:
<i>Johs. J. Perk.</i> |
| Pour l'Espagne:
<i>Frederico Bas.</i> | Pour le Portugal et les colonies portugaises:
<i>Guilhermino Augusto de Barros.</i> |
| Pour la France:
<i>Montmarin.</i>
<i>J. de Selves.</i>
<i>Ansault.</i> | Pour la Roumanie:
<i>Colonel A. Gorjean.</i>
<i>S. Dimitrescu.</i> |
| Pour les colonies françaises:
<i>G. Gabrié.</i> | Pour le Salvador:
<i>Louis Kehlmann.</i> |
| Pour la Grèce:
<i>J. Georgantas.</i> | Pour la Serbie:
<i>Svetozar J. Gvozdtich.</i>
<i>Et. W. Popovitch.</i> |
| Pour l'Italie:
<i>Emidio Uhiaradia.</i>
<i>Felice Salvelto.</i> | Pour le Royaume de Siam:
<i>Luang Suriya Nuvatr.</i>
<i>H. Keuchenius.</i> |
| Pour la République de Libéria:
<i>Bn. de Stein.</i>
<i>W. Koetzler.</i>
<i>C. Goedelt.</i> | Pour la Suède:
<i>E. von Krusestjerna.</i> |

- | | |
|---|---|
| Pour le Luxembourg:
<i>Mongenast.</i> | Pour la Suisse:
<i>E. Hohn.</i>
<i>C. Delcassert.</i> |
| Pour le Monténégro:
<i>Obentraut.</i>
<i>Dr. Hofmann.</i>
<i>Dr. Lilienau.</i>
<i>Haberger.</i> | Pour la Régence de Tunis:
<i>Montmarin.</i> |
| Pour la Norvège:
<i>Thb. Heyerdahl.</i> | Pour la Turquie:
<i>E. Petacci.</i>
<i>A. Fahn.</i> |
| Pour le Paguaguay: | Pour l'Uruguay:
<i>Federico Susviela.</i>
<i>Guarcé.</i>
<i>Jose G. Busto.</i> |
| | Pour les États-Unis de Vénézuéla:
<i>Carlos Matzenauer.</i>
<i>(Continua)</i> |

Ministerio da Justiça

- Por decretos de 30 de setembro ultimo:
- Foram nomeados para a guarda nacional:
- ESTADO DO ESPIRITO SANTO
- Comarca da capital*
- 1^a brigada de infantaria
- 1^o batalhão de reserva
- Estado-maior—Capitão-ajudante, Augusto Nunes da Silveira.
- Comarca do Cachoeiro de Santa Leopoldina*
- 2^a brigada de infantaria
- 4^o batalhão de infantaria
- 1^a companhia—Capitão, Alfeu Faria dos Santos;
- Tenentes, Francisco Domingos Pereira Passos e Manoel Francisco do Espirito Santo Junior;
- Alferes, João Francisco de Siqueira, Luiz Gonzaga Passos e Jacintho Francisco Passos.
- 2^a companhia—Capitão, Dalmacio da Silva Coutinho;
- Tenentes, João Chrysostomo de Calazani e Camillo Ernesto de Mendonça;
- Alferes, Joaquim Francisco da Rosa, Manoel Augusto Teixeira e Francisco Claudio de Freitas.
- 3^a companhia—Capitão, Carlos Granke;
- Tenentes, João Ferreira de Carvalho e Francisco Ferreira Cabral;
- Alferes, Manoel Eleuterio do Nascimento, Frederico Pedro Ribeiro das Neves e Carlos Possmoser.
- 4^a companhia—Capitão, Joaquim Corrêa de Lyrio;
- Tenentes, João Pereira da Conceição, Manoel Francisco dos Passos Lyrio;
- Alferes, Francisco Manoel dos Passos Lyrio, Carolino Pinto de Azevedo Lyrio e José Rodrigues de Sant'Anna.
- 5^o batalhão de infantaria
- 1^a companhia—Capitão, Francisco Villa Nova;
- Tenentes, Luiz Rosa e Marco Fontoura;
- Alferes, Celeste Mantenelle, Alexandre Mantenelle e Jeronymo Preti.
- 2^a companhia—Capitão, Cesar João Agostinho;
- Tenentes, João Ferrari e Theotônio Ferreira Lima;
- Alferes, Dessinos Zamprano, Thomaz Ferreira de Castro e Plinio Floriano do Espirito Santo.
- 3^a companhia—Capitão, José Luiz Vivalde;
- Tenentes, Angelo Vilacho e Antonio Augusto de Moraes;
- Alferes, Silvestre Fritoli, José Leuchi e Joaquim Pereira de Queiroz.
- 4^a companhia—Capitão, João Wespeli;
- Tenentes, Luiz Gomiél e Francisco de Assis Manga;
- Alferes, João Cò, João Jacob Schneider e Francisco da Victoria Lyrio.

- 6^o batalhão de infantaria.
- 1^a companhia—Capitão, Joaquim Justino de Barros Conceição;
- Tenentes, Manoel Cardoso de Mattos e Augusto Scopelli Gomes;
- Alferes, José Carlos Rodrigues, José Ignacio da Fonseca Lannes e Venancio Xavier.
- 2^a companhia—Capitão, Agostinho Gonçalves Bairral;
- Tenentes, Joaquim Luiz de Almeida e Caetano José Gomes;
- Alferes, João Martins de Abreu Raúgel, Antonio Ribeiro Soares e Francisco de Paula Gomes.
- 3^a companhia—Capitão, Joaquim Barcellos;
- Tenentes, Antonio Gonçalves Ferreira e Antonio Machado de Novaes;
- Alferes, José Costelleti Junior, Domingos Justino de Almeida e Joaquim Rodrigues da Fonseca.
- 4^a companhia—Capitão, José Theodoró de Andrade;
- Tenentes, Julião Floriano do Espirito Santo e Henrique Thimes;
- Alferes, Archangelo Cestari, Thomaz Ferrari e José Gomes Dias.
- 2^o batalhão da reserva
- 1^a companhia—Capitão, José Possmoser;
- Tenentes, Franz Emilio Wagner e Francisco Leite de Barcellos Vieira;
- Alferes, Manoel José Dias, Gotthele Hoffman e Ernesto Herzog.
- 2^a companhia—Capitão, Joaquim Francisco de Freitas;
- Tenentes, José Francisco de Freitas e Carlos Rediv;
- Alferes, Antonio Teixeira de Moraes, José Romais e Ernesto Berger.
- 3^a companhia—Capitão, Ponciano Fialho de Menezes;
- Tenentes, Manoel Fernandes Coelho Peixoto e Gustavo Abel Breire;
- Alferes, Evaristo Pereira da Conceição, João Ribeiro Meirelles e Frederico Zibelli.
- 4^a companhia—Capitão, Gustavo Schmidt;
- Tenentes, José Joaquim de Siqueira e José Slarik;
- Alferes, Carlos Host, Huberto Hentring e João Emilio Ribeiro Valdecaro.
- Comarca de Itabapoana*
- 7^a brigada de infantaria
- 19^o batalhão de infantaria.
- Estado-maior—Capitão-ajudante, Joaquim Gomes da Paiva;
- Tenente-secretario, Eudoxio Penna Caiado;
- Tenente quartel-mestre, Constant Gonçalves Neves;
- Capitão-cirurgião, Dr. José Ribeiro Monteiro da Silva.
- 1^a companhia—Capitão, Octaviano Gomes de Souza;
- Tenentes, Eduardo de Paula Ramalho e Antonio Ribeiro de Paiva;
- Alferes, Francisco Alexandrino de Andrade, Francisco Teixeira dos Reis e Augusto Eugênio da Silva.
- 2^a companhia—Capitão, Theophilo Ferreira da Silva;
- Tenentes, Alipio Ribeiro de Castro e Augusto Vieira de Barros;
- Alferes, Joaquim Baptista Leite, José Custodio de Carvalho e Turibio Monteiro dos Santos.
- 3^a companhia—Capitão, José Velloso Barbosa;
- Tenentes, Pedro Ribeiro da Silva e Francisco José de Souza Ribeiro;
- Alferes, José Mathias de Oliveira, Domingos Ribeiro de Paiva e José Mariano Ribeiro de Paiva.
- 4^a companhia—Capitão, Joaquim Pedro Ribeiro de Paiva;
- Tenentes, Fortunato José Ribeiro e José Domingues de Andrade Pinto;
- Alferes, Horacio Gomes de Souza, Honorio Lopes da Rocha, e José Ribeiro da Silva.
- 20^o batalhão de infantaria
- Estado-maior—Capitão-ajudante, Dr. José Coelho dos Santos;
- Tenente-secretario, Gabriel Lessa,

Tenente quartel-mestre, Mariano Evangelista da Costa;

Capitão-cirurgião, Dr. Eduardo Monteiro de Carvalho.

1ª companhia — Capitão, Antonio Caetano de Menezes;

Tenentes, João Ribeiro de Castro, Julio Cesar Monteiro da Gama;

Alfêres, Joaquim Moreira de Faria, Gaspar Uooper e Manoel Rodrigues dos Santos.

2ª companhia — Capitão, José Joaquim da Fonseca;

Tenentes, Francisco de Aquino Xavier e Aureliano Nunes Brazil;

Alfêres, Evaristo de Faria Castro, Agostinho Coelho de Santos e Antonio Moreira de Faria.

3ª companhia — Capitão, Gabriel Astolpho Monteiro de Barros;

Tenentes, Alcibiades Ribeiro da Silva Castro e José Germano Henriques;

Alfêres, Belchior de Mattos Pinto, José da Silva Tavares, José Athayde de Souza Mello.

4ª companhia — Capitão, Joaquim José de Almeida Ramos;

Tenentes, João Henrique Junger e João Ferreira de Aguiar Sá Filho;

Alfêres, Honorio Coelho de Almeida, Custodio Evangelista da Costa e João de Aquino Xavier.

21º batalhão de infantaria

Estado maior — Capitão-ajudante, Francisco José Fernandes Medina;

Tenente-secretário, João Guilherme de Souza;

Tenente quartel-mestre, Francisco Martins Pacheco;

Capitão-cirurgião, Dr. Arthur Velloso.

1ª companhia — Capitão, João Teixeira de Siqueira Dutra;

Tenentes, Pedro Augusto Chapnell e Urbano Pereira da Silva;

Alfêres, Joaquim José Nunes, Antonio Rodrigues de Souza e Silvestre Furtado de Mello.

2ª companhia — Capitão, João Antonio Calhoun;

Tenentes, João Vieira Tatogiba e João Caetano Ribeiro;

Alfêres, Manoel Rodrigues Furtado, José Marques Pereira e Severo Gomes de Almeida Nunes.

3ª companhia — Capitão, Alfrido Junger Vidam;

Tenentes, Francisco Carlos de Carvalho Andrade e Jacintho Martins de Souza;

Alfêres, Joaquim José de Souza Junior, Carlos Henrique Thibout e João José Pimentel.

4ª companhia — Capitão, João Gonçalves Guimarães;

Tenentes, Joaquim Lucio da Silveira e José Honorio de Almeida;

Alfêres, Antonio Manoel da Costa, Eduardo de Souza Lima e João Evangelista Poubel.

Por decretos de 4 do corrente, foram nomeados para a guarda nacional:

ESTADO DE S. PAULO

Comarca de Batavia

Commando superior

Estado-maior — Coronel commandante superior, Lucio Eneas de Mello Fagundes;

Tenente-coronel chefe do estado-maior, Antonio Joaquim Ortiz;

Major-secretário geral, Vigilato Augusto Franco;

Major quartel-mestre, Bento de Noronha;

Major ajudante de ordens, Francisco Paolillo.

Batalhão de infantaria

Estado-maior — Tenente-coronel commandante, Antonio Augusto de Oliveira;

Major-fiscal, Domiciano de Assis;

Capitão-ajudante, Astolpho Ribeiro de Noronha;

Tenente-secretário, Antonio Augusto Lopes de Oliveira Junior;

Tenente quartel-mestre, Francisco José de Assis.

1ª companhia — Capitão, Bento Pereira de Arruda;

Tenentes, Americo José Ferreira, Eugenio Alves de Oliveira;

Alfêres, Americo Bernardes Corrêa, Antonio José Ribeiro Junior e João Alves Ferreira.

2ª companhia — Capitão, Manoel Joaquim Alves Ferreira;

Tenentes, Guilherme Alves Pereira e Urbano Marques de Arantes;

Alfêres, Salatiel Aleixo de Oliveira, Norberto Alves Pereira Alvim e Idilidio Armindo de Assis.

3ª companhia — Capitão, Albano Pires Corrêa;

Tenentes, Joaquim Custodio de Moraes e José Mendes Ferraz;

Alfêres, Augusto Corrêa do Silva, Francisco Martins Parreira, José Ferreira Dionysio.

4ª companhia — Capitão, Virgilio Alves da Cruz;

Tenentes, Benedicto Ortiz de Camargo e Americo Alves Vieira;

Alfêres, Valeriano Alves Pereira, Urias Alves Ferreira e Antonio Gabriel Pereira.

Regimento de cavallaria

Estado-maior — Tenente-coronel commandante, Joaquim Ferreira Rosa;

Major-fiscal, Bento Ribeiro Nogueira;

Capitão-ajudante, Joaquim Ferreira Rosa Netto;

Capitão-cirurgião, João Ferreira Rosa;

Tenente-secretário, Amílcar Gomes Jardim;

Tenente quartel-mestre, Camillo Augusto Lopes de Oliveira.

1º esquadrão — Capitão, Tarquinio Froemberg;

Tenentes, José Louzada e Pio Michado;

Alfêres, Domiciano Alves de Rezende e Olympio Bernardes Corrêa.

2º esquadrão — Capitão, Alfredo de Salks Oliveira;

Tenentes, Arthur da Silva Pires e Francisco de Paula Barros;

Alfêres, José Ferreira de Andrade e Aureliano da Silva Manso.

3º esquadrão — Capitão, Antonio Theodoro Gonçalves Bustos;

Tenentes, Benjamin Aureliano Corrêa e Santos José de Araújo;

Alfêres, Emilio Bernardes Corrêa e Juvenal de Souza Neves.

4º esquadrão — Capitão, Firmino Fernandes Mantins;

Tenentes, Arnaldo de Oliveira Barreto e Gabriel de Almeida Mello;

Alfêres, Urias Venancio de Azevedo e João Alberto da Costa.

Batalhão da reserva

Estado-maior — Tenente-coronel commandante, Martinho Ferreira da Rosa;

Major-fiscal, Joaquim Alberto da Rosa;

Capitão-ajudante, Felicissimo Martins Parreira;

Tenente-secretário, Gabriel Garcia de Oliveira.

Tenente quartel-mestre, João José de Arantes.

1ª companhia — Capitão, Joaquim Prudente Corrêa;

Tenentes, Claudio Ribeiro da Silva e José João de Souza;

Alfêres, Tiburcio Bernardes Corrêa, Antonio Basilio de Arantes e Theodoro José Dias.

2ª companhia — Capitão, João Luiz Teixeira;

Tenente, Joaquim Salviano de Paula e Francisco Carlos Nogueira;

Alfêres, Urbano Dias de Carvalho, Luiz Salviano de Paula e Manoel Gonçalves Rosa.

3ª companhia — Capitão, José Venancio de Azevedo Leal;

Tenentes, Antonio Alves Teixeira e Luiz Antonio Gurdos;

Alfêres, João Franzino de Macedo, Melchias Alves Vieira e Estanislão Pereira Goulart.

4ª companhia — Capitão, Eleazar Bernardes Corrêa;

Tenentes, Isaac Luiz Teixeira e Benedicto Ferraz de Carvalho;

Alfêres, Antonio Alves de Rezende, Jayme Antonio Guerra e João Martins de Barros.

ESTADO DE MINAS GERAES

Comarca de Philadelphia

Commando superior — Chefe do estado-maior, o tenente-coronel José Adriano Marrey;

Major-secretário, Benjamin Ferreira da Cunha;

Major cirurgião-mór, Dr. João de Carvalho Borges.

102º batalhão de infantaria

Estado-maior — Tenente-coronel commandante, Fernando Schroeder.

66º batalhão da reserva

Tenente-coronel commandante, Pedro Teixeira Abrantes.

Major-fiscal, Marçal Luiz Pego.

— Foram reformados:

No posto de tenente-coronel, o major ajudante de ordens do commando superior das comarcas de Santa Cruz de Corumbá, Miranda e Sant'Anna do Paranahyba, no estado de Matto Grosso, José Manoel Mettello;

No posto de major, o capitão da 2ª companhia da 11ª secção do batalhão das comarcas de Litoria e Belém do Desalvado, no estado de S. Paulo, Vicente José de Campos.

— Concedeu-se melhoramento de reforma no posto de capitão ao tenente reformado da guarda nacional da capital do estado do Maranhão, João José Rodrigues.

— Foram declarados sem effeito os decretos:

De 31 de outubro do anno passado, na parte em que nomeou para os postos de major-cirurgião e de tenente-coronel commandante do 66º batalhão da reserva da comarca de Philadelphia, no estado de Minas Geraes, o Dr. José Carlos da Silva e o cidadão Antonio Soares da Costa.

De 7 de novembro do anno findo, que reformou no mesmo posto o major-ajudante de ordens do commando superior da comarca de Santa Cruz de Corumbá, e Sant'Anna do Paranahyba, no estado de Matto Grosso, José Manoel Mettello.

Por decretos de 7 do corrente, foram nomeados para a guarda nacional:

ESTADO DA BAHIA

Comarca de Urubá

14º regimento de cavallaria

Estado-maior — Tenente-coronel commandante, o major João Francisco Lage;

Major-fiscal, Vital Baptista Soares;

Capitão ajudante, Candido José da Roelia;

Tenente-secretário, Vicente Antonio Turisco Filho;

Tenente-quartel-mestre, Emygdio José de Oliveira.

1º esquadrão — Capitão, Francisco Cardoso Pereira;

Tenentes, Cassiano José de Souza e Joaquim Manoel de Bastos;

Alfêres, José Balduino Teixeira Novato, Antonio José Moreira e Francisco Ribeiro da Costa;

2º esquadrão — Capitão, Maximino José do Rego;

Tenentes, Francisco Borges da Figueiredo e José Procopio dos Santos;

Alfêres, Angelo Custodio de Figueiredo, Antonio Zeferino Alves e Manoel do Nascimento Silva.

3º esquadrão — Capitão, Pedro Marques Leão;

Tenentes, Antonio Domingues Baptista e Antonio Luiz de Miranda;

Alfêres, Eleuterio Antonio de Souza e Almeida, Aprigio de Oliveira e Silva e João Symphonio de Figueiredo.

4º esquadrão — Capitão, José Antonio da Silva;

Tenentes, Manoel de Alexandria e Souza e Antonio Cardoso Pereira;

Alfêres, Saturnino Candido de Oliveira, Manoel José dos Santos e Joaquim de Almeida Lima.

Ministerio da Guerra

Por decreto de 10 do corrente concederam-se as honras do posto de coronel ao major honorario do exercito Francisco Corrêa de Mello e as do posto de tenente a Francisco José Pessoa de Andrade, em attenção aos serviços que prestaram na campanha do Paraguay.

Por decretos de 11 do corrente:

Foram perdoados os 2^{os} cadetes João Tolentino da Costa, do 26 batalhão de infantaria e José Monteiro, do 10^o da mesma arma, do resto do tempo de prisão de 6 e 7 mezes em fortaleza, a que foram condemnados pelo Supremo Conselho Militar de Justiça, em 11 e 8 de junho do corrente anno, o 1^o como incurso no art. 8^o dos de guerra e o 2^o por homicidio por imprudencia;

Foram transferidos na arma de infantaria, para a 4^a companhia d. 4^o batalhão, o capitão do 30^o João Theophilo Varella e daquelle para a 4^a companhia deste, o capitão João Pacheco de Assis;

Concederam-se as honras do posto de capitão ao tenente honorario Manoel José Fernandes, em attenção aos serviços prestados na campanha do Paraguay.

Ministerio da Agricultura

Foram concedidas as seguintes patentes de invenção:

Por decreto de 13 de setembro ultimo:

N. 1.503, a Pedro Maly, residente nesta cidade, para um processo de fabricar carvão artificial.

Por outro de 27 do mesmo mez:

N. 1.507, a José de Azevedo Silva, morador nesta capital, para caes amovíveis fluctuantes, com applicação aos mesmos efeitos de caes fixos para carga e descarga de navios.

Por outros de 4 do corrente:

N. 1.508, ao Dr. Manoel Freitas Paranhos e Henrique Sastré, por seus procuradores Jules Géraud & Leclerc, to los residentes nesta capital, para pedras artificiaes para calçamento, denominadas—Pedras mineras ferreas;

N. 1.509, a Custodio Teixeira da Silva, morador em Itápira, estado de S. Paulo, por aquelles procuradores, para sua invenção denominada—Cognac Crystallizado.

Ministerio da Instrução Publica, Correios e Telegraphos

Por decreto de 7 do corrente, foi aposentado com o vencimento integral, nos termos da 2^a parte do art. 198 combinada com a segunda do art. 201 do regulamento postal vigente, o administrador dos Correios de Santa Catharina, Alexandre Francisco da Costa.

SECRETARIAS DE ESTADO

Ministerio do Interior

Aditamento ao expediente do dia 7 de outubro de 1892

Communicou-se ao inspector geral de saude dos portos que, de accordo com o que propoz, resolveu o governo sejam considerados suspeitos de cholera-morbus os portos allemães de Bremen, Kiel e Lubeck, os quaes haviam sido declarados infccionados da mesma moléstia em virtude do aviso de 5 de setembro ultimo.—Deu-se conhecimento ao Ministerio das Relações Exteriores.

Dia 10

Accusou-se o recebimento do officio de 9 de setembro findo, em que o enviado extraordinario e ministro plenipotenciario do Brazil em Bruxellas presta informações acerca da

epidemia do cholera-morbus em Antuerpia e outras cidades da Belgica, e envia diversos impressos sobre o assumpto.—Remetteu-se cópia do officio e os impressos ao inspector geral de saude dos portos.

— Remetteram-se :

Ao 1^o secretario da Camara dos Deputados, afim de ser submettido à apreciação daquelle camara, o requerimento do cidadão Francisco Borges das Chagas, pedindo pensão;

Ao official maior da secretaria dos negocios da fazenda, a portaria de 4 do corrente, pela qual se mandou pagar a D. Olympia Rodrigues Vaz a pensão de 36\$ mensaes, que lhe foi concedida pelo Congresso Nacional;

Ao conselho de Intendencia, em referencia ao officio de 1 do corrente, cópia do aviso do Ministerio da Agricultura de 7 do corrente, no qual o alludido ministerio communica ter providenciado para que, nas estações de Bemfica, Chapé de Uvas, João Gomes, Sitio e Cruzeiro, sejam postos os carros precisos para o transporte do gado destinado ao matadouro de Santa Cruz.

— Requisitou-se do Ministerio da Fazenda a expedição de ordem :

Para que se indenizem ao director do hospital maritimo de Santa Isabel, aos almoxarifes da Casa de S. José, Asylo de Meninos Desvalidos e lazareto da Ilha Grande e ao administrador do serviço de transporte de doentes, as quantias provenientes de despesas por elles realizadas.

Para que se paguem as seguintes quantias: De 17:730\$953, importancia de fornecimentos feitos, em agosto ultimo, para o Asylo de Meninos Desvalidos ;

De 450\$, de 150 metros de mangueira de lona fornecidos, em julho, para o serviço de lavagem das galerias de aguas pluvias;

De 136\$, a Jeronymo Silva & Comp., importancia de objectos de expediente fornecidos à secretaria da presidencia da Republica, no mez de setembro ultimo.

Requerimentos despachalos

Barão de Capanema.—Compareça na secretaria de Estado.

Alice de Azevedo.—Deferido, desde que satisfaga a indemnisação de que trata o art. 15 do regulamento anexo ao decreto n. 657 de 12 de agosto de 1890.

Dia 11

Accusou-se o recebimento do officio de 7 de setembro findo, em que o consul geral do Brazil em Rotterdam presta informações sobre a epidemia do cholera-morbus na Hollanda.

—Declarou-se ao Ministerio da Fazenda que, segundo participou o inspector geral de saude dos portos, o pharmaceutico de hospital maritimo de Santa Isabel, Florindo Francisco da Silva Pimentel, reassumiu, em 23 de setembro ultimo, o exercicio daquelle logar, visto ter cessado a commissão em que se achava no lazareto da Ilha Grande

Ao engenheiro Henrique José Alvares da Fonseca, que o Ministerio do Interior autorisa a despesa, na importancia de 21:000\$, com as obras necessarias ao abastecimento de agua, no edificio do Hospicio Nacional de Alienados.

—Ao presidente da Camara dos Deputados, em resposta ao officio de 8 do corrente, que na presente data se communica ao presidente do estado de Minas Geraes a decisão da mesma camara, sobre as eleições aqua se procederam ultimamente naquelle estado, afim de preencherem-se as vagas existentes na referida camara e para as quaes foram eleitos os cidadãos Rodolpho Ernesto de Abreu, Benedicto Cordeiro dos Campos Valladares, Antonio Belfort Ribeiro Arantes e Dr. Necesio José Tavares.

—Remetteu-se ao inspector geral de hygiene interino cópia do officio de 3 de setembro ultimo, em que o chefe de policia da Capital Federal presta informações relativamente à visita que ás casas da correcção e detenção fez o delegado de hygiene na freguezia do Espirito Santo.

— Requisitou-se do Ministerio da Fazenda a expedição de ordem para que se paguem : Ao bacharel Luiz Vieira de Rezende e Silva, nomeado por portaria de 7 deste mez para exercer, em substituição ao bacharel José Maria Vaz Pinto Coelho, que foi exonerado na mesma data, as funções de juiz do Commissariado Executivo enquanto estiver impedido o bacharel João Paulo Barbosa Lima, que se acha no gozo de licença, uma gratificação mensal, correspondente ao vencimento do mesmo logar ;

A quantia de 4:800\$840, proveniente de diversas obras effectuadas na ilha da Sapucaia.

Ministerio da Justiça

Por portaria de 11 do corrente, foi prorogada por tres mezes, com o ordenado a que tiver direito; na forma da lei, a licença ultimamente concedida ao bacharel José Manoel de Araujo, juiz de direito da comarca de Santo Antonio da Estrella, no estado do Rio Grande do Sul, para tratar de sua saude.

Expediente do dia 10 de outubro de 1892

Solicitou-se do Ministerio da Fazenda a expedição de ordem:

Para que seja abonada ao escrivão do jury desta capital, Acacio Buarque de Gusmão, que substituiu o escrivão companheiro, Antonio Agostinho Barbosa Brandão, durante o tempo em que este esteve licenciado, a gratificação que o mesmo deixou de perceber naquele periodo;

Para que seja entregue ao commandante geral da Brigada Policial desta capital mais a quantia de 50:000\$, com que é elevado a 200:000\$ o adeantamento que lhe foi feito para as depezas mensaes da mesma brigada durante o exercicio corrente.

Para que se paguem: Pela Thesouraria do estado de Pernambuco, e não pela do Rio Grande do Norte, o ordenado do juiz de direito em disponibilidade, bacharel Candido Gong Ives de Albuquerque.—Deu-se conhecimento ao governador daquelle estado ;

No Thesouro Nacional a despeza feita, durante o mez findo, com os alugueis dos predios occupados pelo 2^o batalhão de infantaria e enfermarias da Brigada Policial, na importancia de 863\$333.

Transmittiram-se:

Ao Ministerio da Guerra, para que se digne tomar na consideração que merecerem, os requerimentos de Mazarino de Azevedo Lima, 1^o sargento graduado do regimento de infantaria da Brigada policial, pedindo certidão de que constar a seu respeito, como mestre e contramestre da musica do 7^o batalhão e musico de 1^a classe do 10 do exercito; do alferes da guarda Nacional desta capital, Thomaz Lôbo Botelho, pedindo as honras do posto de alferes do exercito;

—Ao Conselho Supremo Militar de Justiça, para serem julgados em superior e ultima instancia, os processos instaurados contra os soldados da Brigada Policial desta capital Alberto Guinau e Hermenegildo José dos Santos.

—Autorisou-se o commandante da Brigada Policial desta capital a mandar consignar nos assentamentos dos serviços prestados na extincta guarda urbana pelo capitão da mesma Brigada Domingos Monteiro de Oliveira Paranhos, a data em que foi o mesmo capitão exonerado da referida guarda.

—Devolveu-se ao juiz da 9^a pretoria da Capital Federal, devidamente cumpridas, as cartas rogatorias expedidas às justicas de Buenos-Aires e Cordoba, no interesse da causa movida por Manoel Rosello contra Pretoline Lourenço.

—Pela Directoria Geral: Remetteu-se ao chefe de policia da Capital Federal, para ser processada, a conta da companhia Rio de Janeiro City Improvements na importancia de 130\$020, proveniente de obras feitas na estação policial da rua do General Camara.

Requerimento despachado

Dia 10 de outubro de 1892

George Boynton Boynton.—Não pôde ser dada a concessão que requer, por não se demonstrar que seja de conveniência pública.

Ministerio da Fazenda

Por titulos de 11 do corrente, foram nomeados José Luiz de Oliveira Guerra para o lugar de 2.º escripturario da Alfândega de Pen do, e todo das Alag. as, e Thomaz Vespasiano da Silva Pontes para o de porteiro da mesma alfândega.

Por portaria da mesma data, foi prorrogada por tres mezes, com vencimento na forma da lei, a licença ultimamente concedida ao 2.º escripturario da Thesouraria de Fazenda do estado de Mato Grosso, Adelino Augusto Correa, para tratar de sua saude onde lhe couvier.

Epediente do dia 7 de outubro de 1892

Communicou-se:

Ao Ministerio da Guerra, em resposta ao seu aviso de 23 de setembro proximo findo, com o qual transmittiu o requerimento do voluntario da patria reformado José Bento Fragozo, pedindo o pagamento do soldo que deixou de receber desde 1 de agosto de 1889 em diante, na extincta collectoria de rendas geraes do municipio do Macalé—que, segundo informa a directoria da tomada de contas do Thesouro Nacional, não consta da escripturação da mesma collectoria ter sido pago soldo, a contar daquella data, ao voluntario de quem se trata;

A Thesouraria de Fazenda do estado de Santa Catharina, á vista do que expõe em officio n. 51 de 20 de setembro ultimo, ter sido approvedo o seu acto autorizando o da alfândega a admitir novos trabalhadores, mediante o salario de 1800 diários, em substituição dos que se recusaram a trabalhar exigindo augmento de salario; podendo em caso extremo ser elevado a 28, procurando, entretanto, reduzir o numero de taes trabalhadores, sem prejuizo do serviço;

A Caixa de Amortisação, por officio da secretaria, para os fins convenientes, que, conforme consta do officio do presidente da Camara Commercial do Tribunal Civil e Criminal desta capital de 24 de setembro proximo findo, foram cedidas a D. Catharina Valerga de Marini as 16 apolices da divida publica, sendo 14 do valor nominal de 1:000\$000 e cada uma de numeros 11.620, 37.130, 65.426, 65.427, 91.038, 133.071, 133.072, 144.962, 171.057, 211.130, 217.721, 221.697, 293.217 e 293.218 e duas do de 500\$000 cada uma, ns. 1.096 e 8.355, de propriedade do Dr. Possidonio de Carvalho Moreira e por elle depositadas na Thesouraria Geral do Thesouro Nacional em garantia de parte da fiança que prestara a favor do corretor de fundos publicos da praça do Rio de Janeiro Ismael de Ornellas Bittencourt, continuando porém gravadas com o mesmo onus.

— Transmittiram-se:

A Camara dos Deputados cópias das informações prestadas pela Directoria Geral das Rendas Publicas do Thesouro Nacional e pelo director da Casa da Moeda em officio n. 472 de 25 do citado m. z. acompanhado de um exemplar do projecto de reforma monetaria elaborado por este funcionario, e relativas ao proecto impresso n. 128, deste anno, que se devolveu, regulando a compra do ouro levado por particulares á Casa da Moeda para ser amoldado ou transformado em moeda do paiz, o qual fora remittido a este ministerio para informar com officio n. 169 de 12 de agosto ultimo, de accordo com a requisição da commissão de fazenda e industrias da mesma camara;

Ao Ministerio da Instrução Publica Correios e Telegraphos, afim de resolver como julgar acertado, visto tratar de assumpto de competencia do dito ministerio, o officio da Thesouraria de Fazenda do estado de Pernambuco, sob n. 61 de 26 de abril ultimo, e os papeis a elle annexos, relativos á reclamação que faz o Dr. Adelino Antonio de Lima

Freire Junior, contra o acto da mesma thesouraria negando-lhe o abono do vencimento do lugar de substituto da extincta cadeira de linguas do curso annexo á Faculdade de Direito do Recife que exerceu cumulativamente com o de lente da citada faculdade;

Ao da Justiça, para providenciar como julgar acertado, cópias dos telegrammas do governador do estado do Ceará, pedindo que seja a thesouraria de fazenda autorizada a pagar a ajuda de custo, na importancia de 700\$, ao juiz de direito Gabriel Sampaio, designado para servir na comarca do Riachuelo, sergipe, no mesmo estado, visto não constar a tal respeito no Thesouro Nacional.

— Determinou-se á Casa da Moeda, em vista da sua informação prestada em officio n. 118 de 6 de abril ultimo, de poder o mesmo estabelecimento preparar por dia util de trabalho 400.000 estampillas para a cobrança do imposto de consumo do fumo, que remetta, com toda a urgencia, as importancias em taes estampillas, marcadas pela Directoria Geral das Rendas Publicas, para cada um dos estados da União.

— Ordenou-se á Thesouraria de Fazenda do estado do Pará, em vista do que informou em officio n. 93 de 3 de setembro proximo passado, que remetta semestralmente ao Thesouro Nacional uma demonstração do producto de exportação do gado das fazendas nacionaes do mesmo estado, e das despesas feitas por conta della, afim de que se possa bem apreciar o movimento da renda de sua natureza.

— Autorizou-se a Caixa da Amortisação a remetter á alfândega de Santos a importancia de 100:000\$, em notas de pequenos valores, e adicionar á remessa de 200:000\$, que tem de fazer no corrente mez á Thesouraria de Fazenda do estado de Mato Grosso, em cumprimento da portaria n. 99 de 1 do mesmo mez, igual quantia, afim de compensar as remessas que deixaram de lhe ser feitas anteriormente.

— Declarou-se:

Ao Ministerio da Guerra, em resposta ao seu aviso n. 17 de agosto ultimo, que, pelo exame a que procedeu no Thesouro Nacional, na escripturação da extincta collectoria de rendas geraes do municipio da Barra de S. João, estado do Rio de Janeiro, verificou-se ter o voluntario da patria Francisco Caetano Pereira direito ao soldo de 180 réis diários, a contar de 1 de setembro de 1891, em diante, data em que cessou por alli o respectivo pagamento;

Ao secretario e gerente do American Bank Note Company, em resposta á sua carta de 15 de agosto proximo passado, terem sido approvedos os novos modelos, em numero de seis, que a acompanharam, da frente e costas das notas de 10\$, 20\$ e 50\$, para o Banco Emissor da Bahia, devendo, porém, aquella companhia fazer as alterações indicadas nas mesmas notas quanto ás datas e numeros dos decretos que autorisaram as emissões bancarias e approvaram os estatutos do dito banco;

A Thesouraria de Fazenda do estado de Sergipe ter sido approvedo, por estar de accordo com a circular n. 22 de 31 de março de 1891, o acto de que deu conta em seu officio n. 38 de 17 de setembro ultimo, pelo qual dispensou, a seu pedido, o 1.º escripturario da dita thesouraria Melanio da Silveira, das funções de fiscal das isenções de direitos de consumo, no mesmo estado, e nomeou para substituí-lo o 1.º escripturario daquella repartição Bertholdo Augusto da Cruz.

— Solicitaram-se providencias á Thesouraria de fazenda do estado de Pernambuco, por officio da secretaria, para que se devolvesse á mesma secretaria o titulo declaratorio do meio soldo passado a D. Olympia Candida Guimarães do Amaral, filha do finado tenente-coronel reformado Sebastião Lopes Guimarães, em 14 de julho de 1891, afim de ser apostillado, de accordo com disposto no decreto legislativo n. 71 de 5 de agosto ultimo, que relevou-a da prescrição em que incorrera.

Ministerio dos Negocios da Fazenda — Rio de Janeiro, 7 de outubro de 1892.

Sr. ministro dos negocios da justiça — Com os vossos avisos de 15 de julho e 14 de setembro ultimos me transmittistes, para os fins convenientes, cópias do telegramma e do officio e documentos a este annexos que vos dirigiu o procurador seccional da Republica no estado do Rio Grande do Norte, sobre as occurrencias havidas relativamente á entrega dos salvados da barca austriaca *Phison*.

Em resposta, cabe-me declarar-vos:

1.º, que, tendo comparecido o capitão do referido navio e o seu consignatario, a estes deviam ser entregues os salvados, como determinam, do modo o mais expresso, o artigo 731 do Codigo do Commercio, o art. 336, n. 4, do decreto n. 2647 de 19 de setembro de 1860, o art. 5.º do decreto n. 5865 de 6 de fevereiro de 1875 e o art. 317, n. 4, da *Consolidação das leis das alfândegas e mezas de rendas*, disposições estas fundadas no preceito geral do direito marítimo, consagrado no art. 519 do nosso Codigo Commercial, que investe o capitão do navio de inteira responsabilidade pela carga, constituindo verdadeiro depositario della e de quaesquer efeitos que receber a bordo, principio que tem energia confirmativa no preceito do art. 731 do Codigo do Commercio, o qual estatue que—ninguem pôde arrearadar as fazendas naufragadas no mar ou nas praias, estando presente o capitão ou quem suas vezes fizer, sem consentimento seu —; competindo aos agentes fiscaes, em tal hypothese, apenas fiscalisar a arrecadação dos direitos da fazenda, para o que são chamados a assistir ao salvamento e a incumbirem-se da guarda e deposito dos salvados, quando lhes são confiados, como no caso do naufragio da barca de que se trata.;

2.º, que a competência dada aos juizes do commercio pelo art. 732 do Codigo do Commercio passou para os juizes federaes de secção, de accordo com aquella disposição e com o art. 15, letra G, do decreto n. 848 de 11 de outubro de 1890, para decidir as questões referentes aos salvados e interferir directamente na salvação da gente, navio e carga, na ausencia do capitão, nos termos do já citado art. 732 do Codigo Commercial;

3.º, que, tendo o inspector da alfândega feito arrearadar a importancia dos direitos devidos á Fazenda Nacional, deduzir as despesas com os salvados, de conformidade com o art. 4.º do decreto n. 5865 de 6 de fevereiro de 1875 e art. 317, n. 7 da *Consolidação das leis das alfândegas e mezas de rendas*, devia limitar-se a pôr o producto liquido, como o fez, segundo consta do seu officio de 21 de junho do corrente anno, á disposição do juiz seccional, sem entrar na apreciação do contracto havido entre o capitão e o consignatario, o que era da exclusiva competencia do mesmo juiz;

4.º, que o juiz seccional, ordenando o pagamento ao consignatario em seu officio de 23 do dito mez de junho, praticou acto de sua attribuição, e o inspector da alfândega, effectuando o pagamento, não fez mais do que cumprir a ordem referente á quantia depositada á disposição de quem a expediu;

5.º, que, si mais tarde reconheceu o juiz de secção que o contracto havido entre o capitão e João Secundino Pereira Pacheco offerencia duvidas, não era exigindo do inspector da alfândega que obrigasse o referido Pacheco a entrar novamente com a quantia recebida, para o que o mesmo inspector não é, de modo algum, competente, que podia corrigi-las ou removê-las, mas, julgando da validade do dito contracto, á vista da reclamação do capitão, offerencia pelos meios regulares de direito, e sobre a qual proferisse sentença em juizo contradictoria, onde fosse Pacheco convencido e obrigado a restituir a quantia recebida;

6.º, finalmente, que, si houvesse necessidade de algum auxilio por parte do inspector da alfândega d-via o juiz seccional tello depreco, nos termos do art. 362 do decreto n. 848 de 11 de outubro de 1890, mas de modo algum ordenal-o, por faltar-lhe para isso competencia.

Saude e fraternidade.—Sersedello Corrêa.

Ministerio dos Negocios da Fazenda.—Rio de Janeiro, 7 de outubro de 1892.

Sr. fiscal da emissão do Banco Emissor do Norte.—Informando o inspector da Thesouraria de Fazenda do estado do Amazonas em officio n. 65 de 9 de agosto proximo passado, existir actualmente nos cofres da mesma thesouraria grande quantidade de notas do Thesouro Nacional, emittidas pelos bancos, com os seus carimbos, em consequencia de serem recusadas pelo publico nos pagamentos effectuados pela dita repartição, recommendo-vos providencias para que o banco sob vossa fiscalisação tenha uma agencia naquella estado, afim de trocar as respectivas notas.

Saude e fraternidade.— *Sersedello Corrêa*.

Ministerio dos Negocios da Fazenda.—Rio de Janeiro, 7 de outubro de 1892.

Tenho presente o officio do Sr. inspector da Thesouraria de Fazenda do estado de Mato Grosso, so n. 51, de 23 de agosto proximo passado, no qual comunica que, por acharem-se fora do exercicio dos respectivos logares cinco empregados e existirem duas vagas na mesma repartição, resolveu, nos termos do art. 1.º, § 7.º, do decreto n. 781 de 25 de setembro de 1890, dar posse e exercicio ao ex-1.º escriptuario da dita thesouraria José Francisco da Silva Campos, nomeado por titulo de 7 de julho ultimo, para identico logar na Alfandega de Corumbá, ficando addido á mesma thesouraria, com os vencimentos deste logar.

Em resposta, declaro-lhe, para a devida execução em casos semelhantes, e em addimento á portaria sob n. 22 de 6 de setembro proximo findo, que, á vista do art. 7.º do supracitado decreto, só compete-lhe dar posse ao empregado de quem se trata, nada resolvendo, porém, sobre o exercicio, sem ordem deste ministerio; cumprindo, outrossim, que o faça seguir para aquella alfandega, logo que regressar algum dos empregados a quem se refere no supracitado officio.—*Sersedello Corrêa*.

Requerimentos despachados

Lowndes Irmão & Comp., pedindo isenção de direitos de importação para uma construção de ferro destinada á fabrica de tecidos que pretendem edificar na cidade de Santos, estado de S. Paulo.—Indeferido, por não se achar o pedido de accordo com a lei.

D. Cybelé de Mendonça Souza Monteiro, pedindo que se lhe adeantem 8 mezas da pensão que percebe como viuva do tenente Heleodoro Avelino de Souza Monteiro, descontando 10\$ mensaes na folha do pagamento.—Indeferido, á vista da lei.

Antonio Justiniano Esteves Junior, liquidante da Companhia Cooperativa de Carvão, pedindo permissão para transferir a Machado Bastos & Comp., pela quantia de 20:500\$, o dominio util do terreno accrescido do de marinha fronteiro ao predio n. 73 da praia de S. Christovão.—Concedida a licença, nos termos do parecer.

Bacharel tenente Alfredo de Azevedo Marques, tutor dos menores, Elvira, Antonietta, Rodolpho e Octávio, filhos do finado major Dr. Antonio Mariano de Azevedo Marques, pedindo que se lhes passem os titulos do meio soldo e montepio a que tem direito.—Deferido de accordo com o parecer fiscal.

Companhia Liverpool Brazil and River Plate, pedindo que lhe sejam entregues os terrenos cedidos á Companhia Geral de Estradas de Ferro, entre a estação das barcas Ferry e o arsenal de guerra, afim de nelles construir um ou mais armazens de ferro com a capacidade total de 5.000 toneladas, sob a direcção do engenheiro do Ministerio da Fazenda, e que, depois de construidos os mesmos armazens, seja-lhe concedido o respectivo alfandegamento, sujeitando-se a diversas condições.—Não pôde ser aceita a proposta, já porque pretende o governo mandar ali nesse terreno construir armazens para a alfandega, afim de attender ás suas necessidades, já porque si tivesse de resolver sobre o assumpto de outro modo, mandaria abrir concorrência.

Ministerio da Marinha.

Por portaria de 8 do corrente, permittiu-se que Guilherme Person preste exame de machinista de barcas a vapor do commercio, satisfazendo previamente o disposto no art. 10 do regulamento de 22 de fevereiro de 1890.

Expediente do dia 8 de setembro de 1892

Ao Quartel General:

Indeferindo, de conformidade com o parecer do Conselho Naval emittido em consulta n. 6603 de 27 de setembro ultimo, por não ter fundamento em lei, o requerimento em que o 1.º tenente João Maximiliano Algernon Sidney Schiefler pedia ser collocado na respectiva escala acima de um 1.º tenente.

Transmittindo, para terem destino, diversas patentes de officiaes activos, reformados, honorarios e graduados dos differentes corpos da armada.

—Ao Arsenal de Marinha do Rio de Janeiro, idem, idem de engenheiros navaes.

—Ao 1.º secretario do Senado, devolvendo, competentemente sancionado, um dos autographos da resolução do Congresso Nacional, creand'o, conjunctamente com a escola de machinistas, um curso de nautica no estado do Paraná.

—Ao inspector do Arsenal de Marinha de Mato Grosso, communicando haver o Ministerio da Guerra providenciado, no sentido de ser desoccupado o predio da cidade de Cuyabá onde estava aquartelado o 8.º batalhão de infantaria.

Requerimento despachado

Candida Augusta Cesar de Oliveira.—Indeferido.

Ministerio da Guerra

Por portarias de 10 do corrente :

Concedeu-se a Antonio Corrêa de Macedo a exoneração, que pediu, do logar de inspector de alumnos do Collegio Militar, sendo nomeado para o referido logar Severino Esteves;

Foi dispensado Luiz José Leal do logar, que interinamente exercia, de professor de musica da escola de aprendizes artilheiros, por não serem mais necessarios os seus serviços.

Expediente do dia 10 de outubro de 1892

Ao Sr. ministro da fazenda:

Remettendo, para os fins convenientes, o termo da inspecção de saude a que foi submittido no estado do Paraná, em 23 de setembro findo, o inspector da thesouraria de fazenda do dito estado Ignacio de Sá Sotomaior.

Solicitando providencias afim de que:

A Thesouraria de Fazenda do estado da Parahyba seja habilitada com trocos miudos para effectuar o pagamento das praças do corpo allí estacionado;

Sejam pagas as seguintes contas: a Azevedo Alves, Carvalho & Comp., na importancia de 2:299\$604; a Antonio Fernandes Ribeiro, na de 68\$560, á Companhia de Materiaes e Aterros, na de 61\$; á Companhia Marques, limitada, na de 782\$; á Companhia Industrial do Brazil, na de 625\$460; á Companhia de Marmores e Ladrihas, na de 1:275\$; á Companhia Manufactureira de Calçado, na de 14:637\$; a José Ignacio Coelho, na de 24:406\$650; a Jeronymo Silva & Comp., na de 65\$189; a Manoel de Souza Pinheiro, na de 2:720\$; a Manoel Joaquim Pimenta Velloso, na de 67:223\$140; a Vicente da Cunha Guimarães, na de 415\$; e a Vieira de Carvalho, Filho & Torres, na de 97:568\$747, provenientes de fornecimentos que fizeram á Intendencia de Guerra, no corrente exercicio; e, á vista dos processos de divida de exercicios findos ns. 12.323 a 12.336, que se transmittem: ao capitão lente da Escola Superior de Guerra Dr. José Eulalio da Silva Oliveira, na de 3:903\$220, de vencimentos que deixou de receber; aos alumnos da escola militar desta capital, soldado particular João José Ferreira de Brito, na de 64\$680; Antenor de Santa Cruz

Pereira de Abreu, na de 56\$980; Trasybulo Vieira Leite, na de 59\$180; Euripides José Chavantes, na de 59\$080; João Velloso Ramos, na de 59\$180; Antonio Rodrigues Côrtes, na de 44\$ e Misael Buarque de Accyoli, na de 43\$080, de fardamento que deixaram de receber em tempo opportuno; ao capitão Servilio José Gonçalves, na de 293\$548 da gratificação que, como mestre de esgrima do Collegio Militar, deixou de receber o anno passado; e, pelas thesourarias de fazenda do Paraná, ao Dr. Benjamin Fernandes da Fonseca, na de 171\$, da ajuda de custo a que tem direito; aos soldados do 8.º regimento de cavallaria Damasio José da Costa, na de 4\$380 e Fermínio Mourão de Andrade, na de 4\$380, de fardamento vendido em 1890; do Rio Grande do Sul, ao Dr. Antonio Fausto Neves de Souza, na de 92\$155, da gratificação de auditor de guerra, em setembro e outubro do anno ultimo e do Amazonas; a José Joaquim de Paiva Maia, na de 1:233\$ pelo embarque e desembarque de volumes e praças do exercito em 1890.

—Ao Sr. ministro da marinha, communicando, para os fins convenientes e em solução ao seu aviso n. 1473 de 11 de maio ultimo, que, segundo informa o director do Laboratorio Pyrotechnico do Campinho ao quartel-mestre geral, em officio n. 252 de 3 do corrente, já se acham na estação Maritima da Gamboa, na Estrada de Ferro Central do Brazil, os 150.000 cartuchos para carabinas Kropatschek.

—Ao Conselho Supremo Militar de Justiça, remettendo, para consultar com seu parecer, o officio de 6 do corrente e o mais papeis em que o presidente do Supremo Tribunal Federal pede ao ajudante general a remessa áquelle tribunal dos autos originaes do processo do ex-capitão do exercito Chispim de Mello Castro, afim de serem revistos.

—Ao inspector da Thesouraria de Fazenda do estado do Rio Grande do Norte, declarando, para os fins convenientes, que o alferes do 3.º batalhão de infantaria Francisco Barros é relevado da carga de 234\$000, que lhe foi feita, em virtude do aviso de 29 de dezembro do anno proximo passado, provenientes de vencimentos que lhe foram abonados por acumular ao cargo de secretario do corpo o de secretario do commando da guarnição.

—Ao inspector da Thesouraria de Fazenda do estado de Santa Catharina, remettendo, para de novo informar, o requerimento e mais papeis em que o alferes de infantaria Frederico Xavier Neves pede pagamento da ajuda de custo pelo serviço em que esteve em fevereiro de 1890.

—A Repartição de Quartel Mestre-General mandando devolver ao commandante do 6.º districto militar a cópia do contracto, que acompanhou o seu officio n. 3926 de 17 de agosto ultimo, dirigido a essa repartição, celebrado pelo commandante da guarnição de Pelotas com Paulino Teixeira da Costa Leite, para aluguel de uma casa de sua propriedade, destinada ao aquartelamento do 3.º batalhão de infantaria, afim de que possa ser rectificada na parte relativa ao preço do aluguel, que deve ser de 360\$000, conforme se estipulou no contracto anteriormente feito com aquelle proprietario.

—Ao director do Arsenal de Guerra da capital, declarando, para os fins convenientes e em deferimento ao requerimento em que Felisberto Miguel dos Santos pede que lhe seja vendida uma locomovel do autor Richard Sons, que allí existe e foi retirada do serviço por inservivel, que fica autorisado a realizar essa venda pela quantia de 300\$, em que foi avaliada por esse arsenal a dita machina, si assim convier ao petionario.

—Ao commando da Escola Militar da capital, declarando, para os fins convenientes, que é approvada a conta da administração do conselho economico d'essa escola, durante o 1.º semestre deste anno.

—A Intendencia da Guerra, mandando fornecer, si houver em arrecadação, ás escolas militar e pratica do exercito desta capital, ao Laboratorio Pyrotechnico do Campinho e á coudelar a domestica e de experiencia os artigos constantes dos pedidos: que se remettam

—Ao commando do Collegio Militar:
Declarando, para os fins convenientes, que devem ser considerados vagos os lugares dos alumnos desse collegio que forem licenciados por mais de um anno ou indeterminadamente, attendendo, porém, a esta circumstancia para a preferencia de taes alumnos nas matriculas do anno seguinte;

Mandando desligar desse collegio, trancando-se a respectiva matricula, o alumno Uriel Antunes de Azevedo.

—Ao director da Contadoria Geral da Guerra, mandando abonar ao capitão de artilharia Pedro Ivo da Silva Domingues, nomeado chefe da commissão da montagem das machinas do Laboratorio Pyrotechnico de Matto Grosso, vencimentos de commissão activa de engenheiros e a gratificação especial de 400\$ por mez.

—A' Repartição de Ajudante-General:
Concedendo as seguintes licenças:
Por quatro mezes, para tratar de sua saúde na Europa, o medico adjunto do exercito Dr. Sebastião José Spindola de Athayde, á vista do termo da inspecção a que foi submettido em 6 do corrente.

A' praça e paizanos abaixo mencionados para, em 1893, si houver vagas e satisfizerem as exigencias regulamentares, se matricularem nas seguintes escolas:

Escola Militar desta capital.

Cabo da esquadra do 1º batalhão de engenharia Antonio Ambrosio de Azevedo e paizanos Virgilio Paula, Alcides Paulo de Oliveira e Uriel Antunes de Azevedo, assentando os dous ultimos praça previamente e ficando desle já a disposição do respectivo commandante.

Escola militar do estado do Ceará

Paizano Manoel Messias de Souza Junior.
Nomeando os brigadeiros honorarios do exercito Hyppolito Antonio Ribeiro e Francisco Rodrigues Lima, commandante das guarnições e fronteiras, este de S. Borja e aquelle de Uruçuayana;

Transferindo para o 31º batalhão de infantaria o alferes do 3º Antonio Gomes Padilha e para o 4º o alferes do 25º da mesma arma Manoel da Costa Campos.

Mandando:
Contar, como de serviço, ao enfermeiro mó do Hospital Militar do estado de Santa Catharina João Claudino da Rosa, o tempo decorrido de 22 de dezembro de 1872 a 12 de fevereiro de 1889, que esteve na armada nacional;

Continuar a servir no exercito o 2º cadete Francellino João do Prado Sampaio, ficando sem effeito o seu engajamento e perdendo os furos de cadete;

Inspeccionar de saúde o fiel de armazem da Alfandega do Rio de Janeiro Manoel Alves de Oliveira Pereira, a ex-praça do exercito Antonio Gentil Esteves Alves e os soldados José Bernardino de Almeida, do 1º regimento de cavallaria e Mario Pinheiro Guimarães, do 1º batalhão de infantaria;

Dar passagem para o estado de Santa Catharina a D. Carolina Amelia de Farias, viuva do major João Alcino de Farias.—Fizeram-se as necessarias communicações.

Requerimentos despachados

Sargento quartel-mestre Luiz Augusto de Oliveira Cardoso, 2º cadete Clarimundo Fibronio de Andrade e anspeçada Vicente de Paula.—Indeferidos.

Julietta Maria da Conceição.—Aguarde vaga.

Ministerio da Agricultura

Foram concedidos os seguintes titulos de garantia provisoria pelo prazo de tres annos:

Por portaria de 13 de setembro ultimo, a Miguel Ribeiro Lisboa, morador em Barbacena, estado de Minas Geraes, para uma telha denominada *Telha Barbacenense*, e para uma forma de fabricar tijolos.

Por outra de 7 do corrente a Manoel Antonio de Moraes Costa, morador na cidade de Theophilo Ottoni, estado de Minas Geraes,

para um novo remedio contra a hydrophobia e para um outro contra as mordeduras de cobras.

Por outra de 10 do corrente foi nomeado o cidadão Orlando Buga para o lugar de auxiliar da commissão de melhoramentos do rio Paranahyba, no estado do Piahy.

Por outras de 11 do corrente:
Foi exonerado, conforme pediu, o agrimensor Siegnar Von Schlegeld do cargo de ajudante da commissão de medições de terras que funciona no municipio de S. Jeronymo, no e-stado do Rio Grande do Sul;

Foi prorogada por tres mezes, sem vencimentos, a licença em cujo gozo se acha o agente da estação de 1ª classe da Estrada de Ferro Sul de Pernambuco, Levino Braziliense do Rego Barros, para tratar dos seus interesses onde lhe convier;

Foram concedidos 90 dias de licença com vencimentos na forma da lei, ao telegraphista de 3ª classe do prolongamento da Estrada de Ferro da Bahia, Aprigio Clinio Simões de Freitas, para tratar de sua saúde onde lhe convier;

Foram concedidos 30 dias de licença, sem vencimentos, ao engenheiro de 2ª classe do prolongamento da Estrada de Ferro Central do Brazil, Adolpho Pereira, para tratar de seus interesses onde lhe convier.

REQUERIMENTOS DESPACHADOS

Dia 10 de outubro de 1892

Companhia Progresso Industrial de Espirito Santo.—Compareça na 1ª secção da Directoria da Agricultura.

Companhia Plantação e Usinas de Trigo em Minas Geraes, pedindo restituição das plantas e documentos relativos ao seu primeiro burgo agricola.—Deferido.

Antonio Rodrigues Pereira de Amorim, propondo-se a contractar a introdução de 200.000 imigrantes europeus no prazo de cinco annos.—A' vista do que dispõe o decreto n. 1187, de 20 de dezembro de 1890, não pôde o governo fazer novos contractos.

Dia 11

Engenheiro João Lustosa de Souza, fiscal das obras da hospedaria de imigrantes em Pinheiro, pedindo que se elevem a 500\$00: seus vencimentos.—Attentas as circumstancias actuaes do Thesouro, não pôde ser deferido o que pede.

Lloyd Braziliense, pedindo pagamento de 60:100\$ das quatro viagens redondas realisadas na linha do norte, em agosto ultimo, e da realisada na linha intermediaria, no referido mez.—Pague-se.

Dr. Ataliba de Gomensoro e outros, concessionarios de nucleos colonias no estado de S. Paulo, protestando contra a medição feita por Maurice Bonnam Kould & Comp., cujo contracto é posterior ao seu e sem demarcação de comarcas, visto terem entrado com essa medição em terrenos dos peticionarios.—Provem os requerentes o que allegam, para poder este ministerio proceder como de direito.

Hildebrando Martins da Luz, agente da estação de S. Pedro, da Estrada de Ferro do Rio do Ouro, pedindo, tres mezes de licença com vencimentos, para tratar de sua saúde.—Indeferido, em vista das informações.

Ministerio da Instrução Publica, Correios e Telegraphos

Por portarias de 7 do corrente:
Foram concedidos 40 dias de licença com o ordenado ao 1º official desta secretaria de Estado Pedro da Rocha Miranda, para tratar de sua saúde.

Foi nomeado Felix Lourenço de Siqueira, para o lugar de administrador dos Correios de Santa Catharina.

Por outra de 8 do corrente, foram concedidas as seguintes licenças:

Ao telegraphista de 3ª classe José Ribeiro Espindola, dous mezes, para tratar de sua saúde, com o ordenado;

Ao estafeta da Repartição dos Telegraphos Felinto Pinto de Oliveira, dous mezes, sem vencimentos, para tratar de seus interesses.

Directoria Geral dos Correios

Dia 11 de outubro de 1892

Foi nomeado agente do correio de Apparecida Sergio dos Santos Nogueira.

Requerimentos despachados

Carlo Luiz Lima Bastos, pedindo ser nomeado praticante supplente.—Junte attestado de vaccina.

Frederico Strube, pedindo reembolso do vale n. 712, do valor de 8\$.—Autorizo o reembolso.

INTENDENCIA MUNICIPAL

ADDITAMENTO AO EXPEDIENTE DO DIA 10 DE OUTUBRO DE 1892

Officio expedido ao Ministerio dos Negocios do Interior, communicando terem os cidadãos Antonio Mendes Barreto e Antonio Rodrigues de Barros, contractantes do fornecimento de carnes verdes a esta capital, participado em data de 7 do corrente mez, que achando-se no dia 6 em Santa Cruz este ultimo, para dar execução ao seu contracto, reconheceu da parte de alguns boiadeiros e comm ssarios o proposito de crear-lhes difficuldades com o augmento dos preços, tendo, porém, abatido nesse dia 407 rezes, conforme o pedido do director do Matadouro.

EXPEDIENTE DO DIA 11 DE OUTUBRO DE 1892

Officios expdidos

Ao Sr. Dr. pretor da 12ª pretoria, respondendo ao seu officio de 30 do mez findo requisitando relação dos eleitores dessa freguezia, e suas residencias.

Ao fiscal da freguezia de Santo Antonio, communicando ter sido em data de hontem dispensado dessa freguezia o guarda Luiz Ferreira do Valle e nomeado para substituil-o interinamente o cidadão Francisco Paranhos da Silva, sendo transferido para a de Santo Antonio.

Ao da freguezia de Santo Antonio, identica communicação.

Ao Dr. contador, igual communicação.

Requerimentos despachados

Santos & Lopes, Manoel de Oliveira Bento, José Bento Passos e Antonio Teixeira Guimarães.—Indeferido.

José Maria Goulart, guarda municipal do 1º districto da freguezia de S. José, pedindo para ser transferido para a freguezia da Lagoa.—Como requer.

RENDAS PUBLICAS

ALFANDEGA DO RIO DE JANEIRO

Rendimento dos dias 1 a 10 de outubro de 1892.....	1.950:457\$983
Idem do dia 11.....	279:269\$838
	2.238:727\$821
Em igual periodo de 1891..	2.787:237\$290

RECEBEDORIA

Rendimento dos dias 1 a 10 de outubro de 1892.....	915:359\$849
Idem do dia 11.....	159:896\$638
	1.075:256\$487
Em igual periodo de 1891..	894:230\$468

MESA DE RENDAS DO ESTADO DO RIO DE JANEIRO NA CAPITAL FEDERAL

Rendimento do dia 11 de outubro de 1892.....	33:585\$220
Idem de 1 a 11.....	280:884\$465

NOTICIARIO

Pagadoria do Thesouro—Paga-se no dia 13 o pessoal do 1º districto de obras publicas; no dia 14 o dos 2º e 3º; no dia 15 o dos 3º e 4º, e no dia 17 o do 6º districto em Santa Cruz.

Escola Nacional de Bellas Artes—Amanhã à 1 hora da tarde, na galeria n. 1, o professor Carlo Parlagrecco fará conferencia sobre methodos e ordens de construcção dos gregos.

EDITAES E AVISOS

Intendencia Municipal

DIRECTORIA DE OBRAS

De ordem do cidadão Dr. director se faz publico que, no dia 14 do corrente mez, ás 11 horas, se recebem propostas para a reconstrucção da muralha à rua Mauá (em Santa Thereza), as quaes deverão ser entregues e logo após abertas em presença dos proponentes, no gabinete do cidadão Dr. intendente de obras.

O deposito prévio para garantir as propostas é de 5% da quantia de 18:969\$983, em que está orçada a mesma obra.

As propostas devem conter os preços em globo, por extenso e em algarismos e bem como a indicação da morada dos proponentes.

Os proponentes deverão observar e cumprir as disposições da resolução de 19 de fevereiro de 1874.

Directoria de Obras da Intendencia Municipal, 8 de outubro de 1892.—1º official, Francisco Filgueiras Junior.

DIRECTORIA DA AFERIÇÃO

De ordem do Conselho de Intendencia Municipal, previne-se aos Srs. commerciantes das freguezias de Jacarepaguá, Campo Grande, Guaratiba e Santa Cruz, que o prazo para a aferição, revista dos pesos, medidas e balanças das ditas freguezias principia em 1 de outubro e termina no dia 31 do mesmo mez, incorrendo na multa da respectiva postura aquelles que deixarem de se apresentar no referido prazo.

Directoria da aferição, 1 de outubro de 1892.—O director, Antonio Trovão.

DIRECTORIA DO TOMBAMENTO

De ordem do conselho de intendencia, faço publico para conhecimento dos interessados, que o Dr. Egidio Pinto da Silva Mello requer titulo de aforamento do terreno de sesmarias da ladeira do Senado, onde se acham edificados os predios ns. 72, 74 e 76, antigos 66 e 68. Por isso, convido a todos aquelles que forem contrarios a essa pretensão a apresentar-se nesta repartição no prazo de 30 dias, com documentos que provem seus direitos, findo o qual nenhuma reclamação se attendará, resolvendo o mesmo conselho como for de direito.

Directoria do Tombamento, 30 de setembro de 1892.—O director, Luiz Antonio Navarro de Andrade.

Intendencia Municipal

DIRECTORIA DE OBRAS

De ordem do cidadão Dr. director se faz publico, que no dia 16 do corrente, ás 11 horas, se recebem propostas para a reconstrucção do calçamento da rua Esperança, as quaes deverão ser entregues e logo após abertas em presença dos proponentes no gabinete do cidadão Dr. intendente de obras.

O deposito prévio para garantir as propostas é de 5% da quantia de 11:288\$490, em que está orçada a mesma obra.

As propostas devem conter os preços de unidade, por extenso e em algarismos e bem como a indicação da morada dos proponentes.

Os proponentes deverão observar e cumprir as disposições da resolução de 19 de fevereiro de 1874.

Directoria de Obras da Intendencia Municipal, em 8 de outubro de 1892.—O 1º official interino, A. Machado.

Policia da Capital Federal

Concurso

O Sr. Dr. chefe de policia manda fazer publico, para conhecimento dos interessados, que o concurso para preenchimento de uma vaga de praticante terá lugar no dia 16 do corrente mez, ás 10 1/2 horas da manhã, nesta secretaria.

Secretaria da Policia da Capital Federal, 10 de outubro de 1892.—O secretario, Manoel José de Souza.

Côrte de Appellação

Faço publico que as appellações commerciaes n. 212, appellante Dr. Frederico Schmith de Vasconcellos, appellados Raul de Carvalho & Comp; n. 216, appellante Companhia de Seguros Brazil Federal, appellado Banco Intermediario do Rio de Janeiro, e Cível n. 180 appellante Manoel Joaquim Borges, appellada a Intendencia Municipal, acham-se com dia, devendo o julgamento ter lugar em sessão da Camara Civil de 13 do corrente ou nas seguintes.

Secretaria da Côrte de Appellação, 10 de outubro de 1892.—O secretario, Joaquim Maria dos Anjos Esposel.

Conselho Economico do Arsenal de Marinha do Rio de Janeiro.

CONCURRENCIA

Grupos: 33 e 37

(Ferramentas; latrinas, fogões etc.)

De ordem do Sr. contra amirante, inspector deste Arsenal, presidente do conselho economico, faço publico que no dia 24 do corrente, ás 11 horas da manhã, serão recebidas e abertas na casa de residencia do mesmo Sr. inspector, onde para esse fim se deve reunir o citado conselho, propostas para o fornecimento ao referido arsenal, durante o exercicio de 1893, dos artigos constantes dos grupos acima mencionados.

Os concurrentes devem satisfazer todas as exigencias do titulo VI, capitulo unico, art. 176, do regulamento anexo ao decreto n. 745, de 12 de setembro de 1890, a saber:

«Art. 176. São deveres do proponente:

§ 1º. Encher com preços por extenso e em algarismos a proposta impressa que lhe será fornecida pelo secretario do arsenal, a qual datará e assignará para ser apresentada ao conselho economico;

§ 2º. Entregar pessoalmente ou por seu legitimo representante, directamente ao conselho economico, no lugar, dia e hora annunciados no só as suas propostas como as amostras correspondentes;

§ 3º. Exhibir no acto da entrega da proposta, além da certidão do respectivo contracto social, quando não for firma individual, os documentos que provem ser negociante e haver pago o imposto de casa commercial, relativo ao ultimo semestre. Esses documentos lhe serão restituídos antes de proceder-se á leitura das respectivas propostas;

§ 4º. São dispensados da apresentação da matricula na Junta Commercial as fabricas e estabelecimentos industriaes da Republica, e terão estes e aquellas a preferencia sobre os outros concurrentes em igualdade de condições e circunstancias, devidamente provadas.»

Ficam outrosim prevenidos de que aquelles cujas propostas forem preferidas serão obrigados a fornecer tambem ao Commissariado Geral da Armada os artigos de seus contractos para supprimento do Arsenal, pelos preços estipulados nos citados contractos.

Para mais esclarecimentos dirijam-se a esta secretaria.

Secretaria da Inspeção do Arsenal de Marinha do Rio de Janeiro, 11 de outubro de 1892.—O secretario, Eugenio Candido da Silveira Rodrigués.

Intendencia da Guerra

HABILITAÇÕES

Tendo-se de annunciar o recebimento de propostas para o fornecimento de diversos artigos durante o 1º semestre de 1893, de ordem do Sr. coronel intendente convido as pessoas que pretenderem fornecer taes artigos a virem habilitar-se na forma do regulamento em vigor, até o dia 27 do corrente mez.

Aquellas pessoas que se acham habilitadas deverão contudo apresentar, em requerimento dirigido ao conselho de compras, o bilhete de imposto pago no Thesouro Nacional, correspondente ao ultimo semestre.

Rio de Janeiro, 8 de outubro de 1892.—O secretario.—A. B. da Costa Ayuiar

Corpo de Bombeiros

Recebem-se propostas em carta fechada, até ás 11 horas, do dia 18 do corrente, para o fornecimento a este corpo durante o 2º semestre do corrente anno de diversos generos relativos a ferramentas, ferragens, ferros e artigos semelhantes, tintas e drogas, couros e artigos para corrieiro.

Por occasião da apresentação das propostas cada proponente fará um deposito de 100\$000 na secretaria do corpo, para garantia da assignatura de seu contracto e depois deste assignado, dará a caução de 10% da importancia calculada sobre o fornecimento provavel de um mez, servindo de base os do anno anterior.

Os impressos especificando os artigos acima, acham-se a disposição dos Srs. proponentes, na mesma secretaria, onde informa-se acerca das condições do fornecimento, em dias uteis das 10 horas da manhã ás 2 da tarde.

Capital Federal, 4 de outubro de 1892.—Henrique Eugenio de Assis Loureiro, alferes secretario.

E. de Ferro Central do Brazil

NÃO RECEBIMENTO DE MERCADORIAS

De ordem da directoria, declara-se, para conhecimento do publico, que, do dia 12 do corrente até ulterior aviso, fica suspenso o recebimento de mercadorias nesta capital para as estações de Oriente até Barra do Pirahy e Parahybuna até Juiz de Fora, excepto os generos alimenticios e saccos vassios.

Escrptorio do trafego, 10 de outubro de 1892.—J. Rademaker, chefe do trafego.

E. de Ferro Central do Brazil

CARREGAMENTO E DESCARREGAMENTO DE MERCADORIAS EM CERTOS PONTOS DA LINHA FÓRA DAS ESTAÇÕES.

De ordem da directoria se declara, para conhecimento do publico, que, por portaria d. Ministerio da Agricultura, Commercio e Obras Publicas, de 22 de setembro proximo passados foi approvada a tarifa especial (abaixo transcrita) regulando o carregamento e descarregamento de mercadorias em certos pontos da linha fóra das estações, em substituição dos arts. 94 e 97 das tarifas e condições regulamentares, a qual começará a vigorar no dia 21 do corrente mez:

TARIFA ESPECIAL N. 12

A administração, contanto que dali nenhum embarço e nenhum perigo resultem para o serviço tem a faculdade de conceder

nos proprietários ribeirinhos da Estrada de Ferro Central do Brazil auto-isação para carregarem ou descarregarem mercadorias em pontos fora das estações, submettendo-se elles as condições seguintes:

I. Os expedidores ou destinatarios deverão fazer á sua custa todos os preparativos necessários para carregarem ou descarregarem os vagões nos pontos indicados.

A administração aceitará ou não estes preparativos.

Os expedidores ou destinatarios serão responsáveis pelos estragos feitos nos taludes e leito da estrada de ferro, e serão obrigados a fazel-os reparar á sua custa, sob a direcção dos empregados da mesma estrada, dentro do prazo de quarenta e oito horas.

II. A administração determinará as horas do dia ou da noite em que estas diversas operações poderão ser feitas.

Ella declina toda a responsabilidade quanto aos estragos que puderem resultar destes serviços nos terrenos dos sobreditos proprietarios ou seus vizinhos, ou em suas mercadorias.

III. O carregamento ou descarregamento será feito pelos expedidores ou destinatarios com pessoal seu e por sua conta e risco.

IV. Os fretes a cobrar serão os da estação immediatamente anterior ao ponto de parada, no caso de carregamento, e os da estação immediatamente posterior, no caso de descarregamento.

Será sempre nesta ultima estação que serão feitos os despachos, pagos os fretes e feita a entrega das expedições.

V. A administração não se encarregará de transportes desta natureza sinão por um peso de 50 toneladas de uma vez ou pagando por 50 toneladas, e para um percurso minimo de 20 kilometros ou pagando por 20 kilometros.

VI. Os expedidores deverão avisar ao agente da estação encarregada de fazer a expedição com antecedencia de 48 horas e a administração indiará, de conformidade com as prescripções do § II, as horas durante as quaes o carregamento deverá ser feito.

VII. Si dentro das horas indicadas o carregamento não puder ser feito, os vagões serão retirados e o expeditor não ficará por isso desobrigado de pagar o transporte.

VIII. O destinatario será prevenido 24 horas antes de serem postos no lugar os vagões que devem ser descarregados por elle, da hora em que estes vagões estarão á sua disposição e do tempo que alli estacionarão.

Passado este prazo os vagões descarregados ou não serão levados para a estação anterior, descarregados immediatamente *ex-officio*, e o destinatario deverá ir alli retirar sua mercadoria, sem que tenha direito de reclamar contra a administração, e sem prejuizo da armazenagem que puder lhe ser exigida.

IX. A applicação da presente tarifa especial fica sujeita ás condições da tarifa geral ou das tarifas especiais pedidas, em tudo o que não for contrario ás disposições particulares que precedem.

Escriptorio do trafego, 4 de outubro de 1892.
— *J. Rudenaher*, chefe do trafego.

Escola Polytechnica

EXERCICIO DA BIBLIOTHECA

De ordem do Sr. director faço publico, para conhecimento de quantos interessar, que a bibliotheca desta escola continua franqueada aos Srs. leizes, professores, alumnos e mais pessoas decentes que á quizerem consultar, em todos os dias uteis, das 9 horas da manhã ás 3 1/2 da tarde e das 6 horas da tarde ás 9 da noite.

Durante o dia a entrada e sahida faz-se-hão por qualquer das portas do edificio; á noite, porém, só poderão ser feitas pela porta do lado do Theatro S. Pedro de Alcantara.

Secretaria da Escola Polytechnica, 3 de outubro de 1892. — O secretario, *Augusto Saturnino da Silva Diniz*.

Repartição Geral dos Telegraphos

Acha-se inaugurada a estação telegraphica da Parahyba do Sul, no estado do Rio de Janeiro.

A taxa por palavra para a referida estação, á partir desta capital é de 70 réis por palavra.

Capital Federal, 10 de outubro de 1892. — *J. M. de Lemos Bastos*, dir. c/or.

RDITAES

2ª Pretoria

O Dr. José Joaquim Ferreira da Costa Braga, juiz da 2ª Pretoria da Capital Federal, etc:

Faz saber que, tendo de se proceder no dia 30 do corrente, ás 10 horas da manhã, á eleição de intendentes municipaes, e de conformidade com o art. 63 da lei n. 85 de 20 de setembro do corrente anno, foi dividida a parochia eleitoral em secções e designados os officios onde deverão as mesmas funcionar, as quaes são nos logares seguintes:

1º DISTRICTO

1ª secção

Quarteirões: 1º, 2º, 3º, 4º, 5º e 6º. 217 eleitores.

Local: Secretaria da Marinha.

2ª secção

Quarteirões: 7º, 8º e 9º. 242 eleitores.
Local: Club Republicano, rua do Senador Pompeo n. 23.

3ª secção

Quarteirões: 10º, 11º, 12º, 13º, 14º, 15º e 16º. 185 eleitores.

Local: Externato do Instituto Nacional de Instrução Secundaria.

4ª secção

Quarteirões: 17º e 18º. 93 eleitores.
Local: Bibliotheca de Marinha.

2º DISTRICTO

1ª secção

Quarteirões: 1º, 2º, 3º, 4º e 5º. 233 eleitores.
Local: Rua da Harmonia n. 62, sala dos fundos.

2ª secção

Quarteirões: 6º e 7º. 205 eleitores.
Local: Escola Publica de Meninos, rua da Harmonia n. 62.

3ª secção

Quarteirões: 8º e 9º. 157 eleitores.
Local: Escola Publica de Meninas, rua da Harmonia n. 62. E para que chegue ao conhecimento de todos, mandou passar o presente, que será affixado nas portas onde funciona este juizo, sendo outro de igual teor publicado na imprensa.

Dado e passado nesta Capital Federal, aos 8 de outubro de 1892. Eu, José Candido de Barros, escrivão, o subscrevi. — *Joaquim Ferreira da Costa Braga*.

4ª Pretoria

Mesas eleitoraes

FREGUEZIA DE S. JOAQUIM — 1º DISTRICTO

1ª secção

Quarteirões: 1º, 2º e 3º. 196 eleitores.
Local: Inspectoria de Hygiene.

Presidente

Tenente-coronel Cypriano José Pires Fortuna.

Mesarios

Françiso Barcellos de Lima Junior.
Capitão Fabricio Ferreira de Mattos.
Manoel Rodrigues de Oliveira Filho.
Alfêres Antonio Alves do Valle.

2ª secção

Quarteirões: 4º e 5º. 248 eleitores.
Local: Telegraphos.

Presidente

Dr. Luiz Chapot Prevost Filho.
Mesarios
Tenente Zelino Antonio Pinto de Miranda.
João Vicente Torres Homem.

Alfêres Proto Meirelles da Silva.
Alfêres Alberto Pereira Guimarães.

3ª secção

Quarteirões: 6º e 7º. 228 eleitores.
Local: Escola Publica á rua da Misericordia.

Presidente

Dr. José Vieira Fazenda.

Mesarios

Manoel da Costa Sampaio.
Eduardo dos Reis Rolstz.
Tenente Agricola Guanabara.
Alberto Ribeiro Penna.

4ª secção

Quarteirões: 8º e 9º. 175 eleitores.
Local: Bibliotheca da Faculdade de Medicina.

Presidente

Antonio José da Costa Rodrigues.

Mesarios

Tenente Raymundo Penaforte de Araujo.
Tenente José Ferreira Dias Junior.
Ulrick Carlos Rolher.
Alcides de Freitas.

5ª secção

Quarteirões: 10 e 11. 171 eleitores.
Local: Da-infectorio (praia de D. Manoel).

Presidente

Jacome Azzaly.

Mesarios

Marcellino de Araujo Penna.
Manoel Dias Martins.
Edmundo de Azevedo Quintaes.
Christovão Gonçalves d. Moura.

6ª secção

Quarteirões: 12 e 13. 187 eleitores.
Local: Laboratorio de Hygiene.

Presidente

João Francisco de Magalhães.

Mesarios

Ismael Fructuoso de Azevedo.
Justiniano Alves do Mattos.
Carlos Frederico Pamplona.
Francisco Joaquim de Sant'Anna.

2º DISTRICTO

1ª secção

Quarteirões: 1º, 2º, 3º, 4º e 5º. 198 eleitores.
Local: Escola Municipal.

Presidente

José de Barros Franco.

Mesarios

Tenente Alfredo Avila de Meneses.
Manoel José Lopes.
Ignacio Pedro de Carvalho Chaves.
Firmino Francisco Fontes.

2ª secção

Quarteirões: 6º, 7º, 8º e 9º. 192 eleitores.
Local: Imprensa Nacional.

Presidente

Dr. José Marques de Gouvêa.

Mesarios

Carlos Francisco Xavier.
Alberto de Barros Franco.
Bernardo Eugenio de Oliveira Pinto.
Benevenuto Bessa.

3ª secção

Quarteirões: 10, 11, 12, 13 e 14. 243 eleitores.
Local: Bibliotheca Nacional.

Presidente

Major Dr. Augusto Cesar Diogo.

Mesarios

Capitão Luiz Antonio de Meirelles.
Dr. Christino do Valle.
José Marques de Castro Gouvêa.
José Antonio Gonçalves Ennes.

Rio de Janeiro, 8 de outubro de 1892. — O pretor, *Carlos Marques de Sá*.

12ª Pretoria

O Dr. Julio de Barros Raja Gabaglia, juiz da 12ª Pretoria da Capital Federal, etc.
 Faz saber aos que o presente edital virem que, de conformidade com o art. 63 da lei n. 85 de 20 de setembro de 1892, dividiu esta pretoria em secções electoraes, nomeou as respectivas mesas e designou o logar para funcionarem estas, pela forma seguinte :

1ª secção

Rua de S. Francisco Xavier da ponte de Maracanã até a rua Mariz e Barros, e descendo até a travessa de S. Salvador, comprehendendo esta em toda a sua extensão com a de Haddock Lobo desde o largo da Segunda-feira até a entrada da rua do Mattoso, comprehendendo as travessas de D. Catharina e de S. Vicente de Paula, canto da rua de S. Francisco Xavier, junto a de Mariz e Barros, até a ponte de Maracanã, limite desta pretoria, 201 eleitores (dos ns. 17.712 a 17.867 e 18.675 a 18.721 da qualificação geral).

Local: Lyceo do Engenho Velho, rua de São Francisco Xavier—Mesa eleitoral: 1º, Dr. Antonio Sattamini, presidente; 2º, Dr. José Luiz de Bulhões Pereira; 3º, Dr. Theodoro Peckolt Junior; 4º, Dr. Affonso Pereira Pinheiro; 5º Amaro da Silva Guimarães Junior.

2ª secção

Local: Rua de Haddock Lobo, a entrada da rua do Rio Comprido (limite da pretoria do Espirito Santo), comprehendendo as ruas do Mattoso, Barão de Ubuá, Pereira de Almeida, S. Valentim, Angustura, Santa Amelia, Barão de Iguatim, Saldanha da Gama, Dr. Araujo e becco do Motta, 124 eleitores (dos ns. 17.868 a 17.991, da qualificação geral. Escola publica, rua do Mattoso n. 75—Mesa eleitoral: 1º, Dr. João Baptista Augusto Marques, presidente; 2º, Dr. Guilherme Affonso de Carvalho; 3º Ignacio Gabriel Pessoa; 4º, Dr. Cincinato Americo Lopes; 5º, Manoel Luiz Duprat.

3ª secção

Rua de S. Christovão, lado esquerdo, a começar no largo do Estacio de Sã (limite da pretoria do Espirito Santo), lado esquerdo da rua Miguel de Frias (limite da dita pretoria), rua do Boulevard do Imperador até ao canto da de Mariz e Barros, fechando pela de S. Christovão no canto da de Miguel de Frias, comprehendendo a rua Fonseca Lima e travessas do Bastos e Miguel de Frias; rua de S. Christovão, do portão do antigo matadouro até a cancella da Estrada de Ferro Central, comprehendendo o mesmo matadouro e rua Mariz e Barros até a rua Barão de Ibituruna, rua do Souto até a estação de S. Christovão, da mesma estrada de ferro, 180 eleitores (dos ns. 17.992 a 18.125 e 18.243 a 18.290, da qualificação geral).

Local: Escola publica de 3º grão, rua Haddock Lobo n. 54—Mesa eleitoral: 1º, Dr. Sã Menezes, presidente; 2º, Dr. D. Nuno Eugenio Lossio Siebitz; 3º, tenente Zoroastro Franklin Monte da Cunha; 4º, Alfredo Augusto da Cunha; 5º, Antonio Emilio da Silva Maia.

4ª secção

Ruas do Barão de Itapagipe, Bispo (limite da pretoria do Espirito Santo). Conselheiro Barros, Barão de Sertorio, Luz, D. Clarisse e Conselheiro Sampaio Vianna, 116 eleitores (dos ns. 18126 a 18242, da qualificação geral).

Local: Casa de S. José, rua do Barão de Itapagipe Mesa eleitoral: 1º Dr. Carlos Augusto de Carvalho, presidente, 2º, Dr. Antonio Gabriel de Paula Fonseca, 3º, Dr. Henrique Leão Teixeira, 4º, Dr. Luiz Augusto de Sampaio Vianna, 5º, Affonso Herculano de Lima.

5ª secção

Rua de S. Christovão, da ponte junto a Estrada de Ferro Central até a rua do Duque de Saxe, comprehendendo esta até a Estrada de Ferro o fim da rua do Souto e ruas Lopes de Souza, Barcellos, Francisco Eugenio, Oliveira Fausto, Fonseca; Barão de Ibituruna pela rua Mariz e Barros até a travessa de S. Salvador, comprehendendo aquella rua e a do Duque de Saxe, e da Estrada de Ferro até o fim, 202 eleitores dos ns. 18291 a 18421 18602 a 18674 da qualificação geral).

Local: Estação do Corpo de Bombeiros, a rua de S. Christovão. Mesa eleitoral: 1º, Dr. José Jeronymo de Azevedo Lima, presidente, 2º, Aristides Alves da Silva, 3º, Hermano Joppert, 4º, João Carlos Minutor, 5º Antonio Cavalcanti.

6ª secção

Rua de S. Christovão, da do Duque de Saxe até a do Fonseca Telles, antigo Barro Vermelho (limite da pretoria de S. Christovão), comprehendendo as ruas do Imperador, Consultorio, Mello Souza, travessa do Capitão Buião; Quinta da Boa Vista, dos portões para dentro com todas as suas ruas, travessas e beccos, 180 eleitores (dos ns. 18422 a 18601 da qualificação geral).

Local: Escriptorio da 1ª residencia, na estação de S. Christovão (antiga estação Imperial). Mesa eleitoral: 1º, capitão Manoel José de Araujo, presidente, 2º, Nerses Jobim Barroso de Almeida, 3º, Secundino Velloso Pedreiras, 4º, Luiz Gonçalves da Costa Guimarães, 5º, Pedro Antonio de Paiva.

7ª secção

Rua do Conde de Bomfim até o largo da Fabrica das Chitas, comprehendendo as ruas dos Arauós, Chacara do Aragão, rua do Desemlargo Izidro e todas as que nesta cruzam ou findam; até as vertentes do Trapicheiro, 223 eleitores (dos ns 18722 a 18862, e 18937 a 19019, da qualificação geral).

Local: Escola publica no Portão Vermelho. Mesa eleitoral: 1º, Dr. Alexandrino Freiro do Amaral, presidente, 2º, Dr. Luiz Francisco Monteiro de Barros, 3º, Arthur Adaltrio Castello Branco, 4º, major Ernesto Diniz do Amaral, 5º, José Goursand.

8ª secção

Rua Conde de Bomfim, do largo da Fabrica das Chitas até a rua do Uruguay, comprehendendo as ruas Pinto de Figueiredo, Gonzaga Bastos e Barão de Mesquita, desde o Hospital Militar até a rua do Major Avila, ruas do Uruguay, D. Affonso e Barão de Mesquita até o mesmo hospital, 198 eleitores (dos ns. 18863 a 18936 e 19020 a 19145, da qualificação geral).

Local: Hospital Militar, rua Pinto de Figueiredo. Mesa eleitoral: 1º, Dr. Antonio Eulalio Monteiro, presidente, 2º, Carlos Pinto de Sã, 3º, Vasco José Massa Ferre, 4º, Joaquim da Silva Guimarães, 5º, Hermano Possolo.

9ª secção

Rua do Conde de Mesquita desde a rua do Uruguay, subindo a Tijuca e comprehendendo as estradas nova e velha da Tijuca, até o alto da Boa Vista, limite desta pretoria, 207 eleitores (dos ns. 19.146 a 19.348, da qualificação geral).

Local: Escola publica, a rua do Conde de Bomfim (estreito)—Mesa eleitoral: Presidente, Dr. Francisco José de Freitas; mesarios: Dr. Augusto Cotrim Moreira de Carvalho, Francis o José Sayão Calazans Rodrigues, Julio Richard e João José Gonçalves Junior.

10ª secção

Rua do Barão de Mesquita desde a do Uruguay até o Cabussu, comprehendendo as ruas Leopoldo, Paula Brito, S. Justino, Souza Cruz, todo o morro de S. João, Serra do Andarahy, e todas as ruas e travessas ali comprehendidas, 184 eleitores (dos ns. 19.349 e 19.531, da qualificação geral).

Local: Escola Publica, a rua Braça de Ouro n. 22—Mesa eleitoral: Presidente, capitão-tenente Trajano Augusto de Carvalho; mesarios: Capitão Antonio José de Mello Junior, capitão Francisco Salustiano de Miranda, João Alves Pinto Guedes e João Ricardo Ferreira Maia.

11ª secção

Rua do Barão de Mesquita comprehendendo a Aldéa Campista e as suas travessas que existem até a ponte do Duque de Caxias; rua do Barão de Mesquita até a rua do Major Avila, seguindo por esta e pela do Visconde de Itamaraty a de S. Francisco Xavier, 103 eleitores (dos ns. 19.532 a 19.585 e 20.020 a 20.068 da qualificação geral).

Local: Escola publica, a rua Gonzaga Bastos n. 3 — Mesa eleitoral: Presidente, Tenente-coronel Ricardo Constantino Vieira; mesarios: João Anastacio Lopes Junior, Alfredo José

Serrão, Tenente Sebastião José dos Santos Andrade e Aferez Ubaldo Pintoda Silva Leal.

12ª secção

Rua Boulevard Vinte e Oito de Setembro, lado direito, desde a ponte do Maracanã, com todas as ruas e travessas ali existentes até a rua do Barão do Bom-Retiro, divisa desta pretoria, 209 eleitores (dos ns. 19.586 a 19.795, da qualificação geral)

Local: Asylo dos Meninos Desvalidos, Boulevard Vinte e Oito de Setembro—Mesa eleitoral: Presidente, Dr. José Candido de Albuquerque Mello e Mattos; mesarios, Dr. Alexandre Adolpho Mendes Calasa, Dr. Joaquim José Torres Corrim, Dr. Anastacio Luiz do Bomsuccesso e Dr. João Baptista Bernardino Silva

13ª secção

Boulevard Vinte e Oito de Setembro, lado esquerdo, desde a ponte do Maracanã com todas as ruas e travessas ali existentes até a Fazenda do Macacos, 223 eleitores (dos numeros 19.796 a 20.019, da qualificação geral).

Local: Asylo dos Meninos Desvalidos, Boulevard Vinte e Oito de Setembro—Mesa eleitoral: Presidente, Dr. Augusto Gomes de Almeida Lima; mesarios: Francisco Bernardino de Moura, Americo Cardoso, Armando Pereira de Figueiredo e Felipe Cardoso de Menezes.

E para constar mandou passar o presente, que será publicado na imprensa e afixado no logar do costume.

Capital Federal, 8 de outubro de 1892. — Eu, José Carlos Araujo, escrevente juramentado, escrivão ad hoc, o subscrevi. — Julio de Barros Raja Gabaglia.

13ª Pretoria

ELEIÇÃO DE INTENDENTES DO DISTRICTO FEDERAL

O Dr. Ataúlfo Napolos de Paiva, juiz da 13ª pretoria da Capital Federal, etc.

Faz saber, a quem o conhecimento deste pertencer, que, em virtude do aviso do Ministerio do Interior, foi designado o dia 30 de outubro corrente para ter logar a eleição de intendentes municipaes e con voca os eleitores desta circumscripção a darem seus votos no referido dia, ás 10 horas da manhã, nas secções abaixo declaradas, devendo cada eleitor exhibir o seu titulo para votar, sendo a cedula manuscrita, em papel branco ou amarello, não devendo ser transparente, nem ter marca, signal ou numeração, contendo um só nome.

Estando designados, na forma abaixo, os respectivos membros das mesas e indicadas estas, tudo na forma da lei n. 85 de 20 de setembro de 1892, faz sciente para o comparecimento na forma determinada. Foram nomeados e designados por este juizo para as mesmas os seguintes cidadãos :

1º DISTRICTO

1ª secção

1º e 2º quarteirões — 212 eleitores. Local: Pedregulho n. 3—Escola publica.

Presidente

Dr. Joaquim de Carvalho Bittamio.

Mesarios

Guilherme José da Rocha. Gaspar Alves Meira. Francisco Xavier da Silva Pinheiro. Dr. Ataliba da Silva Lima.

2ª secção

Local: Estação de S. Francisco Xavier. 3º, 4º, 5º e 6º quarteirões—121 eleitores.

Presidente

Dr. Antonio Ennes de Souza.

Mesarios

Adriano Alves de Almeida. Gaspar de Araujo Bastos. Eduardo Marques Lisboa. Antonio Dias Soares do Lago.

3ª secção

7º, 8º e 9º quarteirões—237 eleitores. Local: Rua Vinte e Quatro de Maio n. 52.

Presidente

Almirante Basilio Antonio de Siqueira Barbedo.

Mesarios

Dr. João Marciano de Oliveira da Silva.
Manoel José de Campos Porto.
Henrique Marques Lisboa.
Bernardo José de Araujo.

1ª secção

10^o, 11^o e 12^o quarteirões — 151 eleitores.
Local — Estação do Riachuelo.

Presidente

Dr. Manoel Victor de Souza Monteiro.

Mesarios

Francisco Antonio de Puga Garcia.
Anizio Amaro Pereira de Souza.
Gregorio Alves Neves.
Hermano Eugenio Tavares.

2^o DISTRICTO

1ª secção

8^o, 9^o, 10^o e 11^o quarteirões — 205 eleitores
Local — Estação do Engenho Novo.

Presidente

Dr. Manoel da Silva Pereira.

Mesarios

Henrique Alves de Moura.
Antonio Luiz dos Santos Lima.
Tenente-coronel Henrique Maia Lacerda.
Samuel José Pereira das Neves.

2ª secção

12^o, 13^o e 14^o quarteirões — 229 eleitores.
Local — Escola publica Visitação.

Presidente

Dr. Archias Eurico Cordeiro.

Mesarios

José Alves da Visitação.
Major Bento Pereira Bulhões e Carvalho.
Tenente João Mattarana.
Antonio Roque Sayão.

3ª secção

19^o e 20^o quarteirões — 96 eleitores.
Local — Estação do Meyer.

Presidente

Dr. Antonio Pedro Monteiro de Drummond.

Mesarios

Henrique Henriques Soares.
Fernando Manoel Antonio Tuppert.
Tenente Ernesto Anastacio da Costa.
Alvaro Manhães dos Santos Delgado.

4ª secção

17^o e 18^o quarteirões — 197 eleitores.
Local — Collegio Santarem.

Presidente

Capitão Pedro Guedes de Carvalho.

Mesarios

Adolpho Maure.
Dr. Vito Pacheco Leão.
Jorge Gomes dos Passos Perdigão.
João Alves da Visitação.

5ª secção

15^o e 16^o quarteirões — 176 eleitores.
Local — Gremio da rua Imperial.

Presidente

Dr. José Ferreira Cabral.

Mesarios

José Feliciano da Costa.
Dr. Alberto Macedo de Azambujo.
Major Modesto Benjamin Luiz de Vasconcellos.

Afonso Henriques Corrêa de Sá.

6ª secção

4^o, 5^o, 6^o e 7^o quarteirões — 212 eleitores.
Local — Estação de Todos os Santos.

Presidente

Dr. José Domingues de Andrade.

Mesarios

Dr. Ernesto de Souza e Oliveira Coutinho.
Ricardo Antonio Machado.
Antonio Bernardino da Costa Aguiar.
Henrique Candido da Fonseca.

7ª secção

Quarteirões: 1^o, 2^o e 3^o, 222 eleitores.
Local: rua D. Adelaide.

Presidente

Dr. José Dias Pinto de Figueiredo.

Mesarios

Dr. Fernando Augusto Teixeira.
Capitão Jeronymo Villela Tavares.
Dr. Luiz To-ta da Silva Nunes.
Dr. Fabio Lopes dos Santos Luz.

E para que chegue ao conhecimento de todos mandei passar o presente e mais dous de igual teor que serão afixados nos logares do costume e publicados pela imprensa. 13ª Pretoria da Capital Federal, 10 de outubro de 1892. E eu, Antonio Gonçalves de Lima Torres, escrevivo que o subscrevi. — *Ataulfo Napoles de Paiva.*

1ª Pretoria

DIVISÃO DAS SECÇÕES ELEITORAES, DESIGNAÇÃO DOS LOGARES DA REUNIÃO E NOMEAÇÃO DOS MESARIOS

O Dr. Joaquim de Lima Pires Ferreira, juiz da 14ª Pretoria, freguezia de Inhaúma, etc.

Faz saber aos que o presente edital virem que, cumprindo o disposto no art. 4º do decreto n. 1041 de 30 de setembro ultimo, dividiu a sua circumscripção em quatro secções eleitoraes, para a eleição municipal que tem de realisar-se em 30 do corrente, designando os logares da reunião e nomeando os mesarios que nellas devem servir, da seguinte forma:

1ª secção

Quarteirões: 1^o e 10^o a 20^o, 202 eleitores.
Local: Collegio de Meninos nos Pilares.

Presidente

Antonio Manoel Pereira dos Santos.

Mesarios

Belmiro da Silva Figueiró.
Alfredo Moutinho dos Reis.
Domingos Coelho Vaz Costa.
Antonio José dos Santos Terrozo.

2ª secção

Quarteirões: 2^o, 3^o e 21^o, 232 eleitores.
Local: Escola dos Operarios no Engenho de Dentro.

Presidente

Dr. Primo Teixeira de Carvalho.

Mesarios

Francisco Antonio Almeida Bastos.
Carlos Guilherme Pereira Lima.
José Las Casas Neto.
José Simões Corrêa.

3ª secção

Quarteirões: 4^o, 5^o e 6^o, 192 eleitores.
Local: Escola de Nossa Senhora da Piedade, á rua D. Maria.

Presidente

Dr. João Curvello Cavalcanti.

Mesarios

Antonio Candido do Amaral.
Gaspar Teixeira de Carvalho.
Felicio Nascimento Silva.
João Valentim Tavares.

4ª secção

Quarteirões: 7^o, 8^o e 9^o, 119 eleitores.
Local: Escola Municipal do Cupertino.

Presidente

Dr. Cesario Pereira Machado.

Mesarios

Eduardo Quirino da Silva Araujo.
Luiz Augusto Cardoso Braga.
João Luiz da Costa Oliveira Junior.
Augusto Jorge Garcia.

A todos notifico e intimo para os devidos fins. E para que chegue a noticia a todos, mandou passar o presente edital, que será

afixado no logar do costume e publicado pela imprensa. Dado e passado na 14ª Pretoria, aos 10 de outubro de 1892. Eu, Rodrigo Januario de Oliveira Ramos, escrevivo, que o escrevi. — *Joaquim de Lima Pires Ferreira.*

10ª Pretoria

Em cumprimento ao que dispõe o paragrafo unico do art. 63 da lei n. 85, de 20 de setembro do corrente anno, communico-vos que, pela forma abaixo, foram por mim designados os edificios em que funcionarão as mesas eleitoraes, para o pleito de intendentes municipaes, a 30 d' este mez, e compostas as mesas que a elle presidirão.

1ª secção

Local: Sala da pretoria.
Quarteirões: 1^o, 2^o, 3^o, 4^o, 5^o e 6^o, eleitores 193.

Presidente

Carlos Urbano de Oliveira.

Mesarios

Leopoldo José de Menezes.
João Victorino dos Santos.
Antonio Joaquim de Souza Pinheiro.
Pedro José Soares.

2ª secção

Local: 3ª Escola Publica de Meninos.
Quarteirões: 7^o, 8^o, 9^o, 10^o, 11^o e 12^o, eleitores 117.

Presidente

Manoel Leite Bittencourt.

Mesarios

Simão da Silva Reis Filho.
Joaquim Telles Coutinho.
Antonio José de Souza Pinheiro.
Antonio Rodrigues Franco.

Juiz da 16ª Pretoria, 8 de outubro de 1892. — O pretor, *José Paulino de Albuquerque Sarmiento.*

17ª Pretoria

O Dr. José Ferraz de Gusmão Lima, juiz da decima setima Pretoria da Capital Federal, faz saber aos que o presente edital virem que tendo de se proceder, no dia 30 do corrente, ás 10 horas da manhã, á eleição de intendentes municipaes, e em cumprimento do disposto no art. 63 da lei n. 85 de 20 de setembro do corrente anno, foram nomeados membros da mesa eleitoral desta jurisdicção os cidadãos seguintes:

Presidente

Dr. João Baptista de Lacerda.

Mesarios

Capitão de fragata Carlos José de Araujo Pinheiro.
Antonio Joaquim Moreira dos Santos Andrade.

Joaquim Francisco Borges.

Joaquim José dos Reis.

E designou o edificio da Escola Publica de Meninos para nelle funcionar a secção unica com que se acha constituído o corpo eleitoral desta freguezia.

Decima setima pretoria, na freguezia de Paquetá, 10 de outubro de 1892. — O pretor, *José Ferraz de Gusmão Lima.*

18ª Pretoria

O Dr. Diogo José de Andrada Machado, juiz substituto desta 18ª pretoria, por impedimento do juiz proprietario Dr. Bellarmino da Gama e Souza, por se achar com assento no Tribunal Civil e Criminal, etc.

Faz saber que, de accordo com o art. 63 da lei n. 85 de 20 de setembro de 1892, dividiu as secções e nomeou para as mesas eleitoraes das mesmas, na eleição geral a que se tem de proceder, no dia 30 do corrente, para intendentes do Districto Federal, os cidadãos abaixo:

1ª secção

Quarteirões: 1^o, 2^o, 3^o, 21^o, 22^o, 23^o, 24^o, 25^o, 26^o, 27^o e 28^o, 214 eleitores.

Local: Edificio onde funciona a 4ª Escola Publica do sexo masculino, no logar denominado Porta da Agua.

Presidente

João Jose de S. Paulo Aguiar.

Mesarios

Joaquim Firmino de Menezes Campos.
Francisco Mendes de Lima.
Francisco Ignacio da Costa.
Manoel Pereira Rangel.

2ª secção

Quarteirões : 5º, 6º, 7º, 8º, 9º, 10º, 11º, 12º, 13º e 14º, 183 eleitores.

Local: Edificio onde funciona a 3ª Escola Publica do sexo masculino no lugar denominado Rio Grande.

Presidente

Lino dos Santos Rangel.

Mesarios

Ernesto Telles Mattoso.
Antonio Figueira de Ornellas.
Manoel Fernandes de Moraes.
José Lourenço de Carvalho.

3ª secção

Quarteirões : 4º, 15º, 16º, 17º, 18º, 19º e 20º, 80 eleitores.

Local: Edificio onde funciona a 2ª Escola Publica do sexo masculino, no lugar denominado Coricica.

Presidente

Francisco das Chagas Pereira de Oliveira.

Mesarios

João Baptista Ferreira.
Joaquim Eloy da Penna Mattoso.
José Joaquim Leiras.
Francisco Borges Lourenço.

Convida, portanto, aos cidadãos eleitores a comparecerem no dia e lugar acima mencionados, para darem o seu voto. Dado e passado nesta freguezia de Jacarapaguá, 18ª Pretoria do Districto Federal, aos 10 dias do mez de outubro de 1892. Eu, Lino Alves da Fonseca, escrivão, que o subscrevi. — *Diogo José de Andrade Machado.*

19ª Pretoria

O Dr. Diogo José de Andrade Machado, pretor da 19ª Pretoria, etc.

Faz saber a quantos o presente virem ou delle tiverem noticia que, usando da faculdade que lhe confere o art. 4º das Instruções que baixaram com o decreto n. 1061 de 30 de setembro proximo findo, regulando a eleição de intendentes municipaes, que deverá se realisar a 30 do corrente, resolveu dividir a freguezia de Guaratiba, onde exerce jurisdicção como 19º pretor, em quatro secções, e nomear para cada uma das respectivas mesas eleitoraes cinco cidadãos, do modo abaixo declarado:

PRIMEIRO DISTRICTO

1ª secção

Quarteirões : 1º, 2º, 3º, 4º, 5º, 6º, 7º, 8º, 9º e 10º, 216 eleitores.

Local: Casa de residencia do cidadão Manoel Francisco Alves, na praia da Pedra.

Presidente

Major Bento Barroso Pereira.

Mesarios

José Martiniano Soares.
Antonio José Pereira Portugal Junior.
Valeriano José Lisboa.
Gustavo Bazilio da Motta.

2ª secção

Quarteirões : 11º, 12º, 13º, 14º, 15º, 16º, 17º, 18º e 19º, 121 eleitores.

Local: Escola subvencionada de S. João do Matto Alto, regida por D. Eugenia de Mello Alves.

Presidente

Balthazar Rangel Lopes de Souza.

Mesarios

Gregório Carlos de Paiva.
Francisco da Silva Guedes.
Joaquim Dias Cardoso
Miguel Joaquim Rangel e Azeredo.

SEGUNDO DISTRICTO

1ª secção

Quarteirões : 1º, 2º, 3º, 4º, 5º, 11º, 12º, 13º, 14º, 15º e 16º, 171 eleitores.

Lócal: Escola Publica de Meninos na Ilha.

Presidente

Francisco Caldeira de Alvarenga.

Mesarios

Christiano Gervasio Pereira.
Joaquim Leonardo Pereira.
Antonio Luiz Mercadante.
Antonio Maria Perrottá.

2ª secção

Quarteirões : 6º, 7º, 8º, 9º e 10º, 155 eleitores.

Local: Escola Publica de Meninos na Barra.

Presidente

Joaquim Correia de Araujo.

Mesarios

João de Souza Figueira.
Luiz de Souza Teixeira.
Antonio Fernandes Brazil.
Mathias Ramos dos Santos.

E para constar mandou affixar este e outros de igual teor nos logares mais publicos desta freguezia e que serão publicados pela imprensa. Eu, Antonio José Innocencio, escrivão interino, o subscrevi.

Guaratiba, 10 de outubro de 1892. — *Diogo José de Andrade Machado.*

21ª Pretoria

Em cumprimento do art. 63 da lei n. 85 de 20 de setembro do corrente anno, communico-vos que dividi esta freguezia em quatro secções eleitoraes, designei os edificios onde devem funcionar as mesas, e nomeei os mesarios, tudo da forma seguinte:

1ª secção

1ª Escola Publica do sexo masculino.

Quarteirões: 1º, 2º, 3º, 4º, 5º, 6º, 7º, 8º, 9º, 10º, 11º, 12º, 250 eleitores.

2ª secção

1ª Escola Publica do sexo feminino. Realengo.

Quarteirões: 13º, 14º, 15º, 16º, 17º, 235 eleitores.

3ª secção

Pretoria—Quarteirões: 18º, 19º, 20º, 21º, 22º, 23º, 24º, 25º, 26º, 27º, 28º, 29º, 30º, 31º, 32º e 33º, 196 eleitores.

4ª secção

2ª Escola Publica do sexo feminino.

Quarteirões: 34º, 35º, 36º, 37º, 38º, 39º, 40º, 41º, 42º, 43º, 116 eleitores.

Mesarios

1ª secção

Presidente

Francisco Alves da Silva Castilho.

Mesarios

Manoel Quintino de Oliveira.
Dr. Francisco Alves Barbosa.
Leonardo de Moraes e Souza.
José Gomes dos Santos Cardoso.

2ª secção

Presidente

Capitão Carlos Augusto Rodrigues Martins.

Mesarios

Manoel Goulart Martins Silva.
Luiz Joaquim de Azevedo.
Francisco José de Moraes.
Manoel Pereira Monteiro Torres.

3ª secção

Presidente

Capitão José Severino Gusteiro,

Mesarios

Capitão Luiz Fernandes Bárata.
João da Costa Ferreira.
Albino Alves Ribeiro
Joaquim de Oliveira Santos.

4ª secção

Presidente

Laurindo Pereira Rosa.

Mesarios

José Gomes de Aguiar Sobrinho.
Agostinho Coelho da Silva.
João Camillo de Aguiar.
José Antonio de Oliveira.

Campo Grande, 9 de outubro de 1892. — *Francisco Teixeira de Sousa Alves,* 21º pretor.

Freguezia de Irajá

1ª secção

Areal — Edificio do collegio de meninas (comprehendendo os antigos 1º a 9º quarteirões).

Presidente

Antonio Henrique de Mello.

Mesarios

José Pedro Perigrino Ferreira.
Conrado Corrêa Barbosa.
Irenio Thomaz de Aquino.
João José de Gouvêa Franco.

2ª secção

Campinho — Edificio do Laboratorio, (comprehendendo os antigos 10º a 13º quarteirões).

Presidente

Coronel Carlos de Antas Rangel de Vasconcellos.

Mesarios

Leonardo Antonio Teixeira Leite.
Pharmaceutico Alfredo Boyd.
Guilherme Arnaud Coutinho.
Luiz da Silva Amara.

3ª secção

Affonsos — Edificio da fazenda de Affonsos (comprehendendo os antigos 14º a 22º quarteirões).

Presidente

Manoel Luiz Alexandre Ribeiro.

Mesarios

João Pedro Regazzi.
Samuel da Silva Gray.
João Januario da Sá Barbosa.
Capitão Rodolpho Durães Pacheco.

Irajá, 10 de outubro de 1892. — O pretor, *José Mauricio de Torres Temporal.*

De praça

O Dr. Enéas Galvão, juiz da 6ª pretoria do Districto Federal.

Faz saber aos que o presente virem, que o porteiro deste juizo, Amado Guilherme Monte, trará a publico pregão de venda e arrematação ás portas da casa das audiencias, á rua do Cattete n. 7, no dia 21 do corrente, ao meio dia, um lote de fazendas pertencente a Henrique José de Amorim, e penhoradas na execução que lhe movem Mattos, Maia & Comp. tendo sido tudo avaliado na quantia de... 328:550; e pelo presente, convido os pretendentes a comparecerem no mencionado lugar, dia e horas, afim de serem os ditos bens vendidos ao concorrente que maior lango offerecer sobre a dita avaliação. O presente, passado em triplicata, será affixado no logar do costume, e publicado na imprensa. Dado e passado nesta capital, aos 10 de outubro de 1892. Eu Pedro Rodrigues Silva, escrivão, o subscrevo — *Eneas Galvão.*

De citação de credores incertos

O Dr. Jorgo de Azevedo Segurado, juiz da camara civil nesta cidade do Rio de Janeiro, etc.

Faço saber aos que o presente edital de citação aos credores incertos virem, que, na execução que José Pereira Sampaio move a espolio da fmda D. Analia Nerfeld, recahiu a

penhora em dinheiro depositado no Thesouro Nacional, e achando-se em termos de serem citados os credores incertados da executada, pelo presente cito e chamo aos mesmos para virem a este juizo no prazo da lei, com suas preferencias á dita quantia, sob pena de lançamento e de se passar a favor do exequente precatória de levantamento. E para que chegue ao conhecimento de todos ou de quem noticia lhes possam dar, mandei puzar o presente e mais dous de igual teor, que será publicado na imprensa e affixado pelo porteiro no logar do costume. Dado e passado nesta cidade do Rio de Janeiro, aos 10 de outubro de 1892.—Eu Vicente de Paula Bastos, escrivão, o es. rev. — *Jorge de Azevedo Segurado.*

De notificação aos diversos accionistas do Banco dos Funcionarios Publicos, para dentro do prazo de um mez que correrá da 1ª publicação deste edital, satisfizerem ao mesmo banco as entradas de capital a que são obrigados e em que se acham em atraso, sob pena de serem as suas acções vendidas em leilão, na forma da lei.

O Dr. Salvador Antonio Moniz Barreto de Aragão, juiz na Camara Commercial do Tribunal Civil e Criminal da Capital Federal, etc.

Faz saber aos que o presente edital virem que, pelo presidente do Banco dos Funcionarios Publicos, e em virtude de designação do conselho presidente desta camara, lhe foi apresentada a petição com designação do teor seguinte: Illm. Sr. Dr. presidente da Camara Commercial do Tribunal Civil e Criminal.— Havendo o Banco dos Funcionarios Publico convidado os subscritores de acções a renovar, com os intervallos do tempo fixados em seus estatutos, cinco entradas de capital, sendo cada uma de 10%, correspondente a 5\$ por acção, e não tendo varios accionistas, constantes da relação junta, completado o numero daquellas entradas, conforme se acha discriminado na mesma relação, venho por isso, como presidente do referido banco, de conformidade com a deliberação tomada em assembleia geral que teve logar a 30 de março deste anno, depois de esgotados os prazos marcados nos annuncios respectivos, autorisado pelo art. 9º dos estatutos, requer-vos que, na forma da lei das sociedades anonymas, sejam notificados aquelles accionistas de que as suas acções vão ser vendidas em leilão, logo que estejam cumpridas as disposições da lei.—Saude e fraternidade.—Rio de Janeiro, 22 de agosto de 1892.—*Jeronymo Rodrigues de Moraes Jardim*, presidente do banco. Estava sellada. Designação:—Ao Dr. Salvador. Rio, 26 de agosto de 1892.—*Silvio Mafra*. Sobre o que foi dado o despacho seguinte: D. A. Notifique-se.—Rio, 2 de setembro de 1892.—*Salvador Moniz*—Distribuição: D. a Domingues em 2 de setembro de 1892.—*J. Conceição*—A relação a que se refere a petição supra é do teor seguinte: Relação de accionistas a que se refere a petição junta, indicando o numero de acções, as entradas de capital não realisadas e as quantias correspondentes. Achi le Bone, 100 acções, 2ª até 5ª entradas, 2:000\$; Adolpho Borges Leite, 30 acções, 3ª até 5ª entrada, 450; Affonso Henrique Garnier, 4 acções, 3ª até 5ª entradas, 60\$; Alberico José de Magalhães Castro, 5 acções, 4ª e 5ª entradas, 50\$; Alfredo Avelino Pinto Guimarães, 2 acções, 4ª e 5ª entrada, 20\$; Alfredo Vieira, 5 acções, 2ª até 5ª entradas, 100\$; Alvaro Magalhães dos Santos Delgado, 1 acção, 2ª até 5ª entrada 20\$; Antonio Candido do Amaral, 10 acções, 2ª até 5ª entradas, 200\$; Antonio Corrêa Leal, 2 acções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; Antonio da Costa Barros Pereira das Neves, 10 acções, 3ª até 5ª entradas, 150\$; Antonio F. Rabello Junior, 1 acção, 2ª até 5ª entradas, 20\$; Antonio Honorato de Barros, 2 acções, 3ª até 5ª entradas, 30\$; Antonio José Moreira, 2 acções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; Antonio José de Passos Assumpção, 2 acções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; Antonio José Pereira

Sobrinho, 5 acções, 2ª até 5ª entradas, 100\$; Antonio José Victorino de Barros, 100 acções, 2ª até 5ª entradas, 2:000\$; Antonio Manoel Domingues, 100 acções, 4ª e 5ª entradas, 1:000\$; Antonio Rodrigues Ramos, 2 acções, 5ª entrada, 10\$; Dr. Aristides Cesar de Almeida, 50 acções, 2ª até 5ª entradas, 1:000\$; Arlindo Vianna, 2 acções, 3ª até 5ª entradas, 30\$; Arthur Coelho da Silva Sobrinho, 2 acções, 4ª e 5ª entradas, 20\$; Arthur Lopes da Silva, 2 acções, 3ª até 5ª entradas, 30\$; Augusto do Couto Magalhães, 25 acções, 2ª até 5ª entradas, 500\$; Augusto de Oliveira F. Pereira, 2 acções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; Auxilio Victor Teixeira Lopes, 1 acção, 4ª e 5ª entradas, 10\$; Basilio Marquis da Silva, 2 acções, 3ª até 5ª entradas, 30\$; Bento José de Sá Figueiredo Junior, 2 acções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; Bento José Victorino de Barros, 5 acções, 2ª até 5ª entradas, 100\$; Bernardo de Souza Franco Guariba, 5 acções, 3ª até 5ª entradas, 75\$; Camillo José Gomes de Sant'Anna, 2 acções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; Candido Theodoro de Macedo Paes Leme, 2 acções, 3ª até 5ª entradas, 30\$; Dr. Carlos Alberto, 50 acções, 2ª até 5ª entradas, 1:000\$; Carlos Augusto Alves de Oliveira, 2 acções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; Carlos Floriano da Costa Barreto, 4 acções, 3ª até 5ª entradas, 60\$; Carlos Franckel, 20 acções, 3ª até 5ª entradas, 300\$; Carlos F. da Silva, 10 acções, 2ª até 5ª entradas, 200\$; Carlos Proença, Gomes, 5 acções, 4ª e 5ª entradas, 50\$; Carlos Xavier de Siqueira Bravo, 2 acções, 3ª até 5ª entradas, 30\$; Carolino José Garcia, 2 acções, 3ª até 5ª entradas, 30\$; Cornelio Anastacio Lopes Junior, 1 acção, 4ª e 5ª entradas, 10\$; Diogo Vieira Cortes Junior, 3 acções, 4ª e 5ª entradas, 30\$; Domingos de Azeredo Coutinho Duque Estrada, 20 acções, 3ª até 5ª entradas, 300\$; Domingos Pereira da Silva, 4 acções, 3ª até 5ª entradas, 60\$; Durval Homem da Rocha, 2 acções, 4ª e 5ª entradas, 20\$; Eduardo Augusto da Silva, 2 acções, 4ª e 5ª entradas, 20\$; Eduardo Ribeiro, 50 acções, 2ª até 5ª entradas, 1:000\$; Eduardo da Silva Delduque, 2 acções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; Eduardo da Silveira Lobo, 10 acções, 2ª até 5ª entradas, 200\$; D. Eulalia da Cruz Santos Filha, 5 acções, 2ª até 5ª entradas, 100\$; Eulalio Duarte da Silveira, 5 acções, 2ª até 5ª entradas, 100\$; Firmo Alves de Andrade, 2 acções, 5ª entrada, 10\$; Francisco Borges Bailly, 5 acções, 2ª até 5ª entradas, 100\$; Francisco Carlos Dias Medronho, 1 acção, 2ª até 5ª entradas, 20\$; Francisco Corlho de Carvalho, 2 acções, 5ª entrada, 10\$; Francisco José Bo Kel, 8 acções, 2ª até 5ª entradas, 160\$; Francisco José Ferreira de Noronha Feital, 3 acções, 2ª até 5ª entradas, 60\$; Francisco Garrocho de Brito, 10 acções, 2ª até 5ª entradas, 200\$; Francisco Geraldo Lannes, 10 acções, 2ª até 5ª entradas, 200\$; Dr. Francisco José de Souza Lopes, 50 acções, 5ª entrada, 250\$; Francisco Manoel da Silva, 50 acções, 3ª até 5ª entradas, 750\$; Francisco Moreira Soares, 8 acções, 4ª e 5ª entradas, 80\$; Francisco de Paula Barros, 50 acções, 3ª até 5ª entradas, 750\$; Francisco Pitanga, 6 acções, 2ª até 5ª entradas, 120\$; Francisco Xavier Junqueira Franco, 2 acções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; Francisco Xavier de Oliveira, 1 acção, 4ª e 5ª entradas, 10\$; Gastão dos Guimarães Bilac, 5 acções, 5ª entrada, 25\$; Genero Augusto de Oliveira Mattos, 2 acções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; Gentino Accioli da Luz, 1 acção, 3ª até 5ª entradas, 15\$; Guilherme Frederico de Lemos, 1 acção, 2ª até 5ª entradas, 20\$; Guilherme Lopes de Oliveira, 1 acção, 2ª até 5ª entradas, 20\$; Guilherme da Rocha Soares, 1 acção, 4ª e 5ª entradas, 10\$; Gustavo de Paula Rios, 1 acção, 2ª até 5ª entradas, 20\$; Henrique de Arujo Lima, 5 acções, 2ª até 5ª entradas, 100\$; Henrique Dias Paes Leme, 1 acção, 2ª até 5ª entradas, 20\$; Ignacio Goulart de Oliveira, 1 acção, 3ª até 5ª entradas, 15\$; Jacintho Rufino de Almeida, 1 acção, 4ª e 5ª entradas, 10\$; Jeronymo Maximo Rodrigues Cordeiro, 1 acção, 3ª até 5ª entradas, 15\$; João Antonio Martins de Mello, 2 acções, 4ª e 5ª entradas, 20\$; João

Baptista Lopes de Oliveira, 2 acções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; João Capistrano do Amaral, 50 acções, 2ª até 5ª entradas, 1:000\$; João E. de Brito, 50 acções, 2ª até 5ª entradas, 1:000\$; João F. de Carvalho Junior, 10 acções, 2ª até 5ª entradas, 200\$; João Francisco Canezza, 10 acções, 4ª e 5ª entradas, 100\$; João José de Bittencourt, 2 acções, 4ª e 5ª entradas, 20\$; João de Lacerda Kemp, 2 acções, 3ª até 5ª entradas, 30\$; João Manoel de Moraes e Souza 60 acções, 3ª até 5ª entradas, 900\$; João Martins, 1 acção, 2ª até 5ª entradas, 20\$; João Medeiros da Silva, 20 acções, 2ª até 5ª entradas, 400\$; João Rodrigues Chaves Junior, 50 acções, 2ª até 5ª entradas, 1:000\$; João Panphilo Pinto de Faria, 2 acções, 5ª entrada, 10\$; João de Sá Hollanda Cavalcante, 3 acções, 3ª até 5ª entradas, 45\$; Dr. Joaquim Alves da Silva, 10 acções, 2ª até 5ª entradas, 200\$; Joaquim Barbosa Duarte Pinto, 3 acções, 4ª e 5ª entradas, 30\$; Joaquim Borges de Lemos, 20 acções, 2ª até 5ª entradas, 400\$; Joaquim E. de Siqueira Lima, 1 acção, 2ª até 5ª entradas, 20\$; Joaquim Honorato Montenegro, 2 acções, 3ª até 5ª entradas, 30\$; Joaquim José Pereira da Silva, 2 acções, 4ª e 5ª entradas, 20\$; Joaquim de Oliveira Durão, 2 acções, 4ª e 5ª entradas, 20\$; Joaquim Rodrigues Baptista, 10 acções, 2ª até 5ª entradas, 200\$; Joaquim Saturnino Duarte Silva, 2 acções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; José Augusto de Azevedo Marques, 10 acções, 3ª até 5ª entradas, 150\$; José Augusto Domingues, 150 acções, 4ª e 5ª entradas, 1:500\$; José Bernardino Fernandes, 10 acções, 2ª até 5ª entradas, 200\$; José Carlos Pereira de Oliveira, 3 acções, 2ª até 5ª entradas, 60\$; José Carvalho Martins, 20 acções, 3ª até 5ª entradas, 300\$; José Claro Paes Leme, 2 acções, 4ª e 5ª entradas, 20\$; José Dionysio Meira, 8 acções, 3ª até 5ª entradas, 120\$; José Francisco da Costa, 1 acção, 4ª e 5ª entradas, 10\$; José Gomes Paes, 5 acções, 2ª até 5ª entradas, 100\$; José Joaquim Peres da Silva, 100 acções, 2ª até 5ª entradas, 2:000\$; José Joaquim dos Santos Junior, 10 acções, 4ª e 5ª entradas, 100\$; José Leoncio de Lima, 20 acções, 4ª e 5ª entradas, 200\$; José Paes Ferreira, 1 acção, 4ª e 5ª entradas, 10\$; José Pinheiro da Carvalho, 1 acção, 3ª até 5ª entradas, 15\$; Dr. José Silveira do Pilar Filho, 20 acções, 2ª até 5ª entradas, 400\$; Juvencio José Pereira, 1 acção 5ª entrada, 5\$; Leonardo Antonio Teixeira Leite, 10 acções, 2ª até 5ª entradas, 200\$; Leopoldino dos Santos Pereira, 25 acções, 2ª até 5ª entrada, 500\$; Licinio da Gama Bentes, 4 acções, 4ª e 5ª entradas, 40\$; Lindolpho Mignon, 2 acções, 4ª e 5ª entradas, 20\$; Ludugero José da Cruz, 2 acções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; Luiz Antonio Ferreira, 50 acções, 2ª até 5ª entradas, 1:000\$; Luiz Antonio Navarro de Andrade, 5 acções, 3ª até 5ª entradas, 75\$; Luiz Antonio de Oliveira, 1 acção, 4ª e 5ª entradas, 10\$; Manoel da Cunha Valle, 2 acções, 3ª até 5ª entradas, 30\$; Manoel Ferreira de Araujo e Silva, 4 acções, 2ª até 5ª entradas, 80\$; Manoel Ferreira Coimbra, 2 acções, 4ª e 5ª entradas, 20\$; Manoel Ferreira de Queiroz, 5 acções, 2ª até 5ª entradas, 100\$; Manoel João da Silva, 1 acção, 2ª até 5ª entradas, 20\$; Manoel José da Costa Guimarães, 50 acções, 2ª até 5ª entradas, 1:000\$; Manoel José Pereira, 100 acções, 3ª até 5ª entradas, 1:500\$; Manoel Lopes de Oliveira Lyrio, 20 acções, 3ª até 5ª entradas, 300\$; Dr. Manoel de Magalhães Couto, 5 acções, 4ª e 5ª entradas, 50\$; Manoel O. Gonçalves Pinheiro, 1 acção, 3ª até 5ª entradas, 15\$; Manoel Teixeira Coimbra Junior, 2 acções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; Noel de Almeida Baptista, 5 acções, 4ª e 5ª entradas, 50\$; Pamphilo José Alves de Oliveira, 2 acções, 4ª e 5ª entradas, 20\$; Paulo A. Gomes Pereira, 14 acções, 2ª até 5ª entradas, 280\$; Pedro Adolpho Ramillac, 2 acções, 3ª até 5ª entradas, 30\$; Pedro de Alcaniara Leite Pinto, 50 acções, 2ª até 5ª entradas, 1:000\$; Pedro Antonio Ribeiro de Moraes, 2 acções, 3ª até 5ª entradas, 30\$; Pedro José de Arruda, 1 acção, 4ª e 5ª entradas, 10\$; Pedro de Oliveira, 10 acções, 2ª até 5ª entradas, 200\$; Ponciano Eugenio de Carvalho, 2 acções, 3ª até 5ª en-

tradas, 30\$; Raymundo Augusto Teixeira Lima, 2 acções, 4 e 5 entradas, 20\$; Rodrigo Delphim Pereira, 1 acção; 2 até 5 entradas, 20\$; Samuel Eugenio B. Horta, 20 acções, 3 até 5 entradas, 300\$; Samuel Ribeiro Guimarães, 2 acções, 2 até 5 entradas, 40\$; Sebastião Mario Pereira Lessa, 45 acções, 2 até 5 entradas, 900\$; Silvestre M. B. Brandão, 1 acção, 2 até 5 entradas, 20\$; Thomaz Augusto Coelho, 3 acções, 4 e 5 entradas, 30\$; Verissimo Mendes de Souza Figueiredo, 5 acções, 5 entrada, 25\$. Sobre duas estampilhas no valor de mil e cem réis. Rio de Janeiro, 22 de agosto de 1892. — Jerônimo Rodrigues de Moraes Jardim, presidente do banco. Pelo que se passou o presente edital, pelo teor do qual são notificados os accionistas constantes da relação supra, para que, dentro do prazo de um mez, que correrá da primeira publicação deste, satisficam ao dito Banco dos Funcionarios Publicos as quotas que se acham devendo de entradas correspondentes ás suas acções e discriminadas na mesma relação, visto não o terem feito por occasião das respectivas chamadas, sob pena de serem suas acções vendidas em publico leilão, pela cotação do dia deste, para pagamento do referido banco, podendo esse caso não sejam ellas vendidas por falta de comprador, consideral-as perdidas e apoderar-se das entradas feitas, ou exercer contra os mesmos notificados os direitos derivados de suas responsabilidades. Para constar mandou-se passar este e mais tres de igual teor, que serão publicados por dez vezes durante um mez, no *Diario Official* e em outra folha de maior circulação nesta capital, sede do banco, e affixado na fôrna da lei, de cuja affixação o porteiro dos auditorios lavrará a competente certidão para ser junta aos respectivos autos. Dado e passado em 12 de setembro de 1892. Eu, José Luiz da Silva Moreira, escrivão interino, o escrevi. — *Silveira A. Muniz Barreto de Aragão.*

Da notificação aos accionistas acima descritos da Invencivel Companhia Manufactureira de Calçados, para, dentro do prazo de um mez, que correrá da 1ª publicação deste, satisfizerem as respectivas entradas das quotas correspondentes ás suas acções e que se acham em atraso, sob as penas da lei.

O Dr. Caetano Pinto de Miranda Montenegro, juiz da Camara Commercial do Tribunal Civil e Criminal desta cidade do Rio de Janeiro, Capital Federal da Republica dos Estados Unidos do Brazil: Faz saber aos que o presente edital de notificação virem que, por parte da Invencivel Companhia Manufactureira de Calçados, foi dirigido ao conselheiro presidente da Camara Commercial, que por seu despacho distribuiu a este juizo, a petição do teor seguinte: Petição.—Illmo. Sr. presidente da Camara Commercial do Tribunal Civil e Criminal—Diz a Invencivel Companhia Manufactureira de Calçados, com sede nesta capital, á rua da Quitanda n. 11, que, tendo chamado os subscriptores de acções, de conformidade com o art. 5º dos estatutos, para realizarem a 5ª entrada de capital na razão de 28% ou 40\$ por acção, e as 6ª e 7ª entradas de 10% ou 20\$ por acção, cada uma, deixaram de acudir ás chamadas, no prazo marcado, que foi prorogado, na forma dos estatutos, por mais 30 dias, com a multa de 10% sobre o valor das entradas e definitivamente venceu-se a 20 de julho do corrente anno, os accionistas constantes da relação junta; os quaes são, portanto, devedores das quantias ahi especificadas. Pelo que, baseada no art. 33 do decreto 434 de 4 de julho de 1891 e mais disposições vigentes na materia de sociedades anonymas, requer a supplicante a V. Ex. a distribuição do presente, para que o juiz preparador, que for designado, digno-se de ordenar a notificação dos accionistas mencionados na relação junta, para dentro do prazo de um mez, a contar da publicação do respectivo edital de intimação, virem realizar as entradas ahi especificadas, sob pena de, expirado o prazo e lançados, serem as respectivas acções vendidas em leilão por conta e risco delles, á

cotação do dia, ou, si a venda não se effectuar por falta de compradores, serem declaradas perdidas as entradas realisadas, em beneficio de companhia supplicante, segundo preceitua o art. 31 do decreto citado e art. 4º do decreto 850 de 13 de outubro de 1890. D. o A. esta, P. e E. deferimento Rio de Janeiro, 10 de setembro de 1892. O advogado, H. C. Leão Teixeira, estava inutilizada uma estampilha de 200 réis. Despacho: Ao Dr. Montenegro. Rio, 12 de setembro de 1892. Silva Mafra. Despacho: D. Notifique-se. Rio, 12 de setembro de 1892. Montenegro. Distribuição. D. a Leitão, em 12 de setembro de 1892. J. Concejção. A lista dos accionistas a que se refere a petição supra é do teor seguinte: Relação dos accionistas da Invencivel Companhia Manufactureira de Calçados, que ainda não realizarem todos as chamadas de capital. Numero de acções: Banco S. Paulo e Rio, 150 acções, 6ª chamada 10%, 7ª chamada 10%, importancia 6:000\$. Multa de 10% 600\$. Total 6:600\$. Nota: o prazo de prorrogação para a realização das chamadas findou em 20 de julho deste anno. Capital Federal, 5 de setembro de 1892. — *Trião de Araripe Macêdo*, guarda-livros—Visto. *Alencar Lima*, presidente da companhia (estava inutilizada uma estampilha de 200 réis) E por virtude do despacho supra se passou o presente edital, pelo teor do qual são notificados os accionistas acima mencionados para sciencia de que, no prazo de um mez, contado da data da primeira publicação deste, são obrigados a satisfizerem á Invencivel Companhia Manufactureira de Calçados as entradas em atraso para o supplemento do capital de chamadas, visto não o terem feito na occasião das mesmas chamadas sob pena de serem suas acções vendidas em publico leilão pelo preço da cotação na occasião deste, pro conta e risco dos notificados, para pagamento de seus debitos á mesma companhia, podendo esta, e se não sejam vendidas, por falta de compradores, taes acções, d cleral-as perdidas, apropriando-se das entradas feitas ou exercer contra os notificados os direitos derivados de suas propriedades, tudo nos termos da petição acima transcrita e lei vigente a respeito. Para constar, se passou este e mais tres de igual teor, que serão publicados por 10 vezes durante um mez no *Diario Official* e *Jornal do Commercio*, folhas de circulação nesta capital e sede da mesma companhia, e affixados na fôrma da lei pelo porteiro dos auditorios, que de assin o haver cumprido lavrará a competente certidão para ser junta aos respectivos autos. Dado e passado nesta cidade do Rio de Janeiro, Capital Federal da Republica dos Estados Unidos do Brazil, aos 15 de setembro de 1892. E eu, Joaquim da Costa Leite, o subscrevi. — *Caetano Pinto de Miranda Montenegro.*

PARTE COMMERCIAL

Rio, 11

Cambio

Os bancos adoptaram a taxa official de 15 3/2 d. sobre Londres, que regulou nas tabelas durante o dia, mas somente para operações ao balcão do meio-dia para deante. Houve algum movimento no mercado, que parece querer restabelecer-se sobre as bases que a subida repentina destes ultimos dias perturbou, e os extremos das taxas durante o dia foram razoaveis. As transacções realisadas constaram de letras bancarias de 15 5/8 a 15 3/8 d., de papel repassado a 15 1/2 d. e de papel particular de 15 9/16 e 15 11/16 d. A ultima hora os bancos saccavam, ainda que não francamente, a 15 1/2 d. e não havia tomadores para o papel particular abaixo de 15 5/8 d., fechando o mercado firme. As taxas officiaes affixadas pelos bancos foram as seguintes:

Londres, por 1\$.....	15 1/2 d., a 90 d/v
Pariz, por franco.....	615 rs., a 90 d/v
Hamburgo, por marco	759 a 760 rs., a 90 d/v
Italia, por lira.....	615 a 635 rs., a 3 d/v
Portugal.....	295 a 300 %, a 3 d/v
Nova-York, por dollar	3 2/5 a 3 2/40, á vista.

Cotações officiaes

Apo'iccs

Apo'iccs geraes miudas, 5 %...	1:006\$000
Ditas de 1:000\$, idem.....	1:019\$000
Ditas idem, idem.....	1:020\$000
Ditas idem, idem.....	1:022\$000
Ditas idem, idem.....	1:024\$000
Convertidas de 1:000\$, 4 %...	1:058\$000
Ditas miudas, idem.....	1:058\$000
Ditas do estado de Minas, 6 %.	1:000\$000

Bancos

Banco da Republica.....	86\$000
Dito idem.....	86\$500
Dito do Brazil, 2ª serie.....	123\$500
Dito idem, idem.....	124\$000
Dito idem, idem.....	125\$000
Dito idem, idem.....	126\$000
Dito idem, idem.....	126\$500
Dito idem, idem.....	127\$000
Dito idem, 1ª serie.....	252\$000
Dito Iniciador.....	7\$000
Dito Rural, 2ª serie.....	140\$000
Dito Commercial.....	250\$000

Companhias

Comp. Brazil Industrial.....	220\$000
------------------------------	----------

Debentures

Debs. do Banco Viação.....	8\$700
Ditos da Comp. Sorocabana.....	70\$000
Ditos da Estrada de Ferro Norte de S. Paulo.....	185\$000

Rio de Janeiro, 11 de outubro de 1892.— O presidente, *Thomas Rebello*. — O secretario, *J. Aquino*.

SOCIEDADES ANONYMAS

Companhia Forja Nacional

ACTA DA ASSEMBLEA GERAL ORDINARIA PARA PRESTAÇÃO DE CONTAS DO ANNO FINDO EM 30 DE JUNIO DE 1892

Aos 23 dias do mez de setembro de 1892, á 1 hora da tarde, no salão do Banco Commercial do Rio de Janeiro, á rua Primeiro de Março n. 59, 2º andar, achando-se reunidos os Srs. accionistas por si e como procuradores em numero de 29, representando 1.558 acções, como consta do livro de presença, o Sr. M. J. de Oliveira Figueiredo, presidente interino da companhia, declarou o motivo da reunião de conformidade com os annuncios no *Jornal do Commercio*, declarou aberta a sessão e convidou para presidir os trabalhos o Sr. commendador José Florencio Quintal, o qual aceitou e convidou para secretarios os Srs. Alfredo Guimarães e Albano do Carmo Dias, os quaes tambem acceitaram e tomaram logar á mesa da presidencia.

Assim constituída a mesa com approvação unanime da assemblea, o Sr. presidente mandou proceder á leitura das duas actas da assemblea geral extraordinaria em 28 de julho e 3 de agosto proximo passado publicados no *Diario Official* de 27 de agosto.

Pediu a palavra o accionista Sr. Dr. Hygino de Bastos Mello, o qual ponderou que achando-se essas actas publicadas e distribuidas, propunha que fosse dispensada a leitura.

Consultada a assemblea, foi dispensada a leitura e approvadas por unanimidade as referidas actas.

Em seguida o Sr. presidente mandou proceder á leitura do relatorio da directoria.

Pediu novamente a palavra o Sr. accionista Dr. Hygino de Bastos Mello, o qual propoz que a assemblea dispensasse a leitura, visto achar-se publicado e distribuido o mencionado relatorio.

Consultada a assemblea pelo Sr. presidente, foi dispensada a leitura.

Posto em discussão o relatorio, pediu a palavra o Sr. accionista, membro do conselho fiscal, Antonio Joaquim Rosas. Foi-lhe concedida e referiu que desejava a leitura do seu parecer que havia dado em separado, apesar de já haver sido publicado no *Diario Official* de 17 e *Jornal do Commercio* de 18 do mez

corrente; prestou-se bondosamente a essa leitura o Sr. Heitor A. Ferreira, membro do conselho fiscal, tanto ao parecer dos outros membros do conselho fiscal, como ao que deu em separado o Sr. Rosas, e como este estivesse precedido de um protesto do Sr. accionista Augusto Gomes Ferreira, foi ouvida também a leitura desse protesto.

Tinha ainda a palavra o Sr. Antonio Joaquim Rosas, o qual fez muitas considerações para justificar o seu parecer, cujas acções são em parte dirigidas ao accionista Sr. Augusto Gomes Ferreira que fora director presidente até 31 de dezembro de 1891, sendo algumas dessas acções pertencentes à administração de 1890 a 1891, cujos actos tinham sido approvados na assembleia geral ordinaria, em que foram approvadas as contas do referido anno com parecer favoravel do mesmo Sr. Rosas.

Pedi a palavra o Sr. accionista Augusto Gomes Ferreira para defender-se das accusações que lhe foram feitas e mandou á mesa um novo protesto, pedindo que fosse lançado nesta acta; nesse protesto refere o mesmo Sr. Ferreira que, pelo parecer em separado do Sr. Antonio Joaquim Rosas, não concordando com as contas do anno findo em 30 de junho proximo passado, ficava provado que não concordava com as do 2º semestre em que foi director presidente o Sr. Estevão Cardoso de Oliveira Bastos desde 1º de janeiro a 30 de junho de 1892; que pelo direito que a lei lhe confere, declara que também não approva o 2º semestre; por esta declaração pediu que o anno fosse dividido em dois semestres, em um dos quaes fôr administrador como acima ficou dito.

Refere ainda no mesmo que tendo examinado o balanço e mais documentos, como era-lhe facultado, encontrou no 2º semestre diversas irregularidades que causaram prejuizo á companhia, sendo: em 20 de junho deste anno, um lançamento a debito da Conta de Impostos da quantia de 500\$; em 19 de julho, outro lançamento a debito da mesma conta 150\$, cujos lançamentos não estão justificados com os respectivos documentos no archivo de caixa.

Protesta ainda por perdas e danos do que possa ainda apparecer, não podendo o dito ex-director, E. Cardoso de Oliveira Bastos, levantar sua caução enquanto a companhia não for indemnizada de quaesquer perdas.

Obteve novamente a palavra o Sr. Antonio Joaquim Rosas para insistir novamente sobre os pontos de impugnação mencionados em seu parecer e para justificar umas pequenas contas do armazem de molhados, apresentando também uns talões que obteve do respectivo negociante; como porém não mandou á mesa documento algum para ser archivado e sendo conta de pequena importancia, a assembleia não tomou conhecimento.

Pedi a palavra o Sr. accionista Benjamin Pinto de Gouvea, o qual em resposta aos pontos em que a elle referiu-se o Sr. Antonio Joaquim Rosas em seu parecer, disse que não o auxiliara em quaesquer pesquisas, que apenas facultara-lhe entender-se com o mestre das obras em mão de quem estava o livro de ponto, isto por meza delicadeza, pois reconhecia ser exorbitancia de attribuições; que os artigos comprados no armazem de molhados, a maior parte fôr comprada para obsequiar o mesmo Sr. Rosas (que freques vezes allí se achava) assim como para obsequiar outras pessoas por motivos de interesse da companhia.

Por esta occasião houve troca de apartes e discussões directas entre alguns accionistas, que não torna-se necessario mencionar.

O Sr. secretario Alfredo Guimarães pediu a palavra e referindo-se ao que disse o Sr. Benjamin Pinto de Gouvea em relação ás contas do armazem de molhados, ponderou que nessa occasião era empregado na companhia, e que por vezes que fôr ás obras da fabrica, quer por occasião da feria, quer em outras, fez companhia ao Sr. Antonio Joaquim Rosas em viagens, cujas iguarias eram compradas no dito armazem e mencionadas pelas contas por elle impugnadas.

Seguiu-se na tribuna o Sr. accionista Estevão Cardoso de Oliveira Bastos, o qual procurou defender-se ou antes justificar-se quanto a alguns pontos do protesto do Sr. accionista Augusto Gomes Ferreira, ponderando que a quantia de 3:219\$690, de prejuizo demonstrado pelo balanço de 30 de junho proximo passado, era proveniente de contas que ficaram fóra do balanço de 31 de dezembro. Em aparte foi contestado pelo Sr. Ferreira o qual allegou que as contas referidas, em sua maior parte, eram pertencentes ás obras e outras que figuram no activo, cujas importancias não influíram na conta de lucros e perdas.

O orador fallou em preços de mercadorias que disse serem os que vigoravam no mercado durante sua administração e fez diversas considerações apontando as diffiduldades que tinha na administração pelas divergencias com seu companheiro. Nesta occasião houve nova troca de apartes e discussões entre accionistas, os quaes não vão mencionados nesta acta.

Pedi a palavra o Sr. director thesoureiro João Fernandes Corrêa, o qual, em exposição escripta, fez largas considerações sobre o modo irregular pelo qual lhe fôr entregue o archivo da companhia em 8 de agosto proximo passado, pelo ex-director E. Cardoso de Oliveira Bastos, e sobre diversos lançamentos, entre elles, um em 19 de julho deste anno da quantia de 150\$ lançada á conta de impostos, da qual não encontrou documento justificatorio; também sobre venda de artigos fabricados pela companhia, a preços inferiores aos de janeiro, cuja declaração faz a fim de salvar a responsabilidade por occasião de prestar suas contas.

Mandou á mesa a exposição escripta a fim de ser archivada na companhia.

Não havendo mais quem pedisse a palavra para discutir o relatorio, o Sr. presidente disse que interrompia a sessão para proceher-se á votação das contas do anno findo em 30 de junho de 1892.

Pedi a palavra pela ordem o Sr. Dr. Hygino de Bastos Mello, o qual fez judiciosas considerações em favor dos interesses de todos os accionistas e solicitando que fossem retirados o parecer do Sr. Rosas e o protesto do Sr. Ferreira, sendo approvadas as contas. Em aparte disse o Sr. Antonio Joaquim Rosas que não retirava seu parecer.

Terminada então a discussão, o Sr. presidente, pondo a votos o relatorio da directoria com parecer do conselho fiscal firmado pelos Srs. Heitor A. Ferreira e Pedro Pinto dos Santos, bem assim a declaração do Sr. M. J. de Oliveira Figueiredo que até 8 de agosto fizera parte do conselho fiscal; e a assembleia approvou as contas do anno findo em 30 de junho de 1892 contra os votos do Sr. Francisco José Rodrigues Maços por si e como procurador do Banco Brazileiro Portuguez cuja procuração não tendo a firma reconhecida por tabellião, foi reconhecida por accionistas presentes; o dito Sr. Maços inserveu-se como procurador de A. Fiorita, mas não apresentou procuração especial allegando ter procuração na companhia com poderes geraes; verificou-se, porém, que esta não podia servir por não estar certo o nome, ficando por isso nulla a votação em referencia á dita procuração.

Não votaram os membros do conselho fiscal directores actuaes e os que funcionaram no anno findo em 30 de junho proximo passado.

A vista do resultado acima, o Sr. presidente declarou approvadas as contas mencionadas no relatorio da directoria, sendo rejeitado o parecer do Sr. Antonio Joaquim Rosas e aceito o protesto hoje apresentado pelo Sr. Augusto Gomes Ferreira.

Declarou o Sr. presidente que achand-se vago o logar de director presidente da companhia, o qual estava sendo supprido interinamente pelo accionista Sr. M. J. de Oliveira Figueiredo, convidava os Srs. accionistas a elegerem o director presidente bem como o conselho fiscal e suplentes para o anno de 1892 a 1893.

Pedi a palavra o Sr. accionista Augusto Gomes Ferreira, propoz que fosse aclamado

director-presidente da Companhia Forja Nacional o Sr. M. J. de Oliveira Figueiredo cuja proposta foi aceita pela assembleia e unanimemente aclamado presidente da companhia o dito Sr. Figueiredo.

Propoz mais o Sr. Augusto Gomes Ferreira para conselho fiscal do anno de 1892 a 1893 os Srs. accionistas Heitor A. Ferreira, Pedro Pinto dos Santos e Alipio Augusto do Amaral; para suplentes os Srs. Joaquim Marques de Oliveira, Rozendo José Gonçalves e José Florencio Quintal.

Consultada a assembleia, foi aceita a proposta por maioria e aclamados os referidos Srs. accionistas para conselho fiscal e suplente.

O Sr. accionista Estevão Cardoso de Oliveira Bastos propoz que fosse lançado nesta acta um voto de louvor ao Sr. accionista Antonio Joaquim Rosas pelo zelo com que se houve na qualidade de membro do conselho fiscal; esta foi rejeitada pela assembleia e mesmo pelo Sr. Rosas.

O Sr. accionista Augusto Gomes Ferreira mandou á mesa propostas para ser lançado nesta acta um voto de louvor aos Srs. M. J. de Oliveira Figueiredo, actual presidente da companhia, e Heitor A. Ferreira e Pedro Pinto dos Santos, membros do conselho fiscal.

O mesmo senhor mandou mais uma proposta para que a mesa ficasse autorizada a assignar esta acta.

Postas em discussão foram estas propostas approvadas.

O Sr. M. J. de Oliveira Figueiredo propoz que fosse lançado aqui um voto de agradecimento ao Banco Commercial do Rio de Janeiro pela benevolencia com que tem prestado seu salão para as assembleias da companhia, cuja proposta foi igualmente approvada.

Nada mais havendo a tratar, o Sr. presidente encerrou a sessão ás 3 horas da tarde agradecendo aos Srs. accionistas a honra de presidir-a.

E para os devidos efeitos mandou-se lavrar a presente. Eu, Alfredo Guimarães, 2º secretario, subscrevi e assigno.

Rio de Janeiro, 23 de setembro de 1892. — José Florencio Quintal, presidente. — Alfredo Guimarães, 2º secretario. — Albano do Carmo Dias, 1º secretario.

ANNUNCIOS

Empreza Jornalística Cidade do Rio

Não tendo realisado, por falta de numero legal, a segunda reunião de assembleia geral extraordinaria convocada para o dia 28 do passado, convidado pela terceira vez os senhores accionistas a se reunirem no dia 15 do corrente, ás 3 horas da tarde, no escriptorio da empreza, á rua do Ouvidor n. 74, sciificando-os de que nesta ultima reunião se deliberará, na fórma da lei, com qualquer que seja o numero dos Srs. accionistas presentes.

Rio, 8 de outubro de 1892. — O presidente, *Martinho Cezar da Silva Garcia*.

Além do convite dirigido pela imprensa, foi endereçado a cada um dos Srs. accionistas o seguinte memorandum:

« Empreza Jornalística Cidade do Rio. — Illm. Sr. — Tendo sido designado o dia 15 corrente para a terceira e ultima reunião de assembleia geral extraordinaria, afim de tomar conhecimento de uma proposta de reforma dos estatutos e outras medidas da elevado alcance para a empreza, convidado V. S. a comparecer no referido dia 15 do corrente, ás 3 horas da tarde, no escriptorio da empreza, á rua do Ouvidor n. 74, sciificando á V. S. de que nessa reunião se deliberará com qualquer numero de accionistas, que comparecerem.

Rio, 8 de outubro de 1892. — O presidente, *Martinho Garcia*. »